



Strasbourg, le 13.6.2017
COM(2017) 351 final

PART 1/2

**RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL ET
À LA COUR DES COMPTES**

Rapport annuel 2016 sur la gestion et la performance du budget de l'UE

Table des matières

INTRODUCTION	3
SYNTHESE	4
SECTION 1 PERFORMANCE ET RESULTATS	12
Principales caractéristiques du budget de l'UE	13
Compte rendu sommaire des progrès accomplis sur les questions horizontales	16
1.1. Compétitivité pour la croissance et l'emploi (rubrique budgétaire 1A) ³²	19
1.1.1. État d'avancement des programmes 2014-2020	21
1.1.2. Résultats des programmes 2007-2013	34
1.2. Cohésion économique, sociale et territoriale (rubrique budgétaire 1B) ⁵⁸	35
1.2.1. État d'avancement des programmes 2014-2020	37
1.2.2. Résultats des programmes 2007-2013	42
1.3. Croissance durable: ressources naturelles (rubrique budgétaire 2) ⁹⁵	50
1.3.1. État d'avancement des programmes 2014-2020	52
1.3.2. Résultats des programmes 2007-2013	59
1.4. Sécurité et citoyenneté (rubrique budgétaire 3) ¹²³	63
1.4.1. État d'avancement des programmes 2014-2020	64
1.4.2. Résultats des programmes 2007-2013	71
1.5. L'Europe dans le monde (rubrique budgétaire 4) ¹³⁴	74
1.5.1. État d'avancement des programmes 2014-2020	75
1.5.2. Résultats des programmes 2007-2013	77
SECTION 2 BILAN EN MATIÈRE DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION FINANCIÈRE	79
2.1. Réalisation des objectifs en matière de contrôle interne	81
2.1.1. Efficience de la gestion financière	82
2.1.2. Efficacité de la gestion des risques en matière de légalité et de régularité	82
2.1.3. Rapport coût-efficacité des contrôles	91
2.1.4. Stratégies antifraude	91
2.2. Assurance et réserves relatives à la gestion	94
2.3. Assurance obtenue grâce aux travaux du service d'audit interne (SAI)	98
2.4. Synthèse des conclusions sur les travaux du comité de suivi des audits	100
2.5. Suivi des recommandations sur la décharge et l'audit externe	101
2.6. Conclusions concernant les réalisations en matière de contrôle interne et de gestion financière	102
2.7. Bilan de la gestion organisationnelle transversale	103
2.7.1. Dispositifs de gouvernance robustes	103
2.7.2. Cadre de performance renforcé	103
2.7.3. Synergies et gains d'efficience	103
NOTES	105
CRÉDITS	114

Introduction

Le budget de l'UE est un instrument essentiel pour mettre en œuvre les politiques européennes. Avec les instruments législatifs, il est utilisé en complément des budgets nationaux pour réaliser les priorités politiques partagées et relever les défis que l'UE doit affronter.

La nécessité de veiller à ce que les ressources soient allouées aux priorités et à ce que les actions financées au moyen du budget de l'UE produisent des résultats significatifs et une valeur ajoutée élevée est au cœur de **l'initiative intitulée «Un budget de l'UE axé sur les résultats»** de la Commission. Cette initiative, qui s'appuie sur les cadres de performance des programmes de dépenses de la période 2014-2020, promeut un équilibre cohérent entre conformité et performance.

Le rapport annuel 2016 sur la gestion et la performance du budget de l'UE dresse un bilan complet de la performance, de la gestion et de la protection du budget de l'UE. Il explique de quelle manière le budget de l'UE soutient les priorités politiques de l'UE et décrit les résultats obtenus au moyen de ce budget, ainsi que le rôle joué par la Commission pour garantir les normes les plus élevées en matière de gestion financière.

Attestant des efforts déployés par la Commission pour rationaliser sa façon de faire rapport sur la performance, cette deuxième édition du rapport annuel sur la gestion et la performance du budget intègre l'ancienne **communication sur la protection du budget de l'UE¹** et, comme l'année dernière, fera partie du **paquet d'information financière intégrée concernant le budget de l'UE**. Ce paquet constitue une contribution essentielle aux fins de la «procédure de décharge» annuelle au moyen de laquelle le Parlement européen et le Conseil examinent l'exécution du budget de l'UE.

Synthèse

Le rapport annuel 2016 sur la gestion et la performance du budget de l'UE réunit les dernières informations disponibles sur les résultats obtenus au moyen du budget de l'UE et sur la manière dont ce dernier est géré et protégé.

Le cadre financier pluriannuel actuel, qui couvre la période 2014-2020, a été adopté en 2013 dans le contexte des crises économique et financière et de l'assainissement budgétaire réalisé dans les États membres. Il a été conçu pour soutenir les objectifs de la stratégie Europe 2020 pour la croissance, et a accordé une importance particulière à l'investissement en faveur de l'emploi et de la croissance.

Ces objectifs sont pris en compte dans les dix priorités politiques de la Commission énoncés par le président Juncker. Ils demeurent tout à fait pertinents aujourd'hui.

Un certain nombre de nouvelles difficultés sont en outre apparues, en particulier la nécessité de réagir, avec force et de manière concertée au niveau européen, à la crise migratoire et aux menaces pour la sécurité qui résultent de l'instabilité mondiale. **Le budget de l'UE a joué un rôle essentiel dans la résolution de ces problèmes.** En 2016, une priorité élevée a été donnée aux actions visant à stimuler la croissance, la compétitivité, l'investissement et l'emploi; ainsi qu'à la réaction de l'Europe face aux défis mondiaux. Pour ce faire, la Commission a dû faire pleinement usage de la souplesse offerte par le cadre financier pluriannuel pour faire en sorte que les fonds soient rapidement dirigés vers les domaines où leur nécessité se faisait le plus sentir.

La Commission a aussi fait d'importantes propositions en 2016 pour améliorer le fonctionnement du cadre financier pluriannuel actuel. La communication de la Commission intitulée **Réexamen/révision à mi-parcours du cadre financier pluriannuel 2014-2020**², présentée en septembre 2016, comprenait un ensemble ambitieux de propositions législatives visant à:

- i) débloquer des moyens financiers supplémentaires pour affronter la crise migratoire et les risques en matière de sécurité et pour encourager la croissance économique, la création d'emplois et la compétitivité;
- ii) accroître la flexibilité du budget de l'Union afin de pouvoir réagir de manière rapide et efficace en cas de circonstances imprévues; et
- iii) simplifier les règles financières et ainsi réduire la charge administrative pour les bénéficiaires de fonds de l'Union³.

Ces propositions s'inspiraient des travaux menés par la Commission dans le cadre de **l'initiative intitulée «Un budget de l'UE axé sur les résultats»**. Parmi les autres nouveautés introduites en 2016 qui méritent d'être signalées figurent les améliorations apportées à la structure et au contenu des fiches de programmes qui accompagnent le projet de budget 2017 en vue de fournir à l'autorité budgétaire une vision plus précise de la performance des programmes. En outre, la Commission a produit pour la première fois en 2016 un **paquet d'information financière intégrée** unique fournissant des informations détaillées sur les recettes, les dépenses, la gestion et la performance du budget de l'UE conformément aux bonnes pratiques en matière de **transparence et d'obligation de rendre compte**. La transparence est également garantie au moyen de l'outil baptisé «Système de Transparence Financière (FTS)»⁴, qui fournit des informations sur les bénéficiaires des financements de l'UE gérés directement par la Commission.

Performance et résultats

Croissance, emploi et une société résiliente

Le reprise de l'économie européenne se poursuit, même si la croissance reste modérée et est encore ralentie par l'héritage des crises économique et financière. Dans un contexte d'incertitude au niveau

mondial, et compte tenu de la fragilité de cette reprise, il s'est révélé indispensable d'utiliser le budget de l'UE avant tout pour favoriser une croissance économique durable et inclusive.

Stimuler l'emploi, la croissance et l'investissement demeure la principale priorité du budget de l'UE, comme l'a confirmé le Président Juncker dans son discours sur l'état de l'Union prononcé le 14 septembre 2016. Dans ce discours, le président a souligné la nécessité pour l'Europe de renforcer sa reprise économique et d'investir résolument dans sa jeunesse et ses demandeurs d'emploi, ainsi que dans les start-ups et les petites et moyennes entreprises (PME).

Deux ans après son lancement le **Fonds européen pour les investissements stratégiques**, la clé de voûte du **plan d'investissement pour l'Europe**, a déjà produit des résultats tangibles.

À la mi-mai 2017, les financements au titre du Fonds européen pour les investissements stratégiques devraient soutenir des investissements de plus de 190 milliards d'EUR dans tous les États membres de l'UE, ce qui représente plus de la moitié de l'objectif de 315 milliards d'EUR prévu pour la mi-2018⁵.

Compte tenu de ces bonnes performances, en septembre 2016, la Commission a proposé de prolonger sa durée et de doubler sa capacité de financement, ce qui permettrait la mobilisation d'au moins 500 milliards d'EUR d'ici 2020. La majeure partie de cette augmentation sera fournie par des investissements privés, ce qui donnera une impulsion durable déclenchée par le budget de l'UE. La Commission s'efforce aussi de faciliter la combinaison du Fonds européen pour les investissements stratégiques avec d'autres programmes de financement européens.

Une bonne illustration en est la **facilité de garantie de prêts** du programme «**COSME**» («**compétitivité des entreprises et des petites et moyennes entreprises**») qui a continué de produire de très bons résultats en 2016, également grâce à la capacité de prise de risques supplémentaire fournie par le Fonds européen pour les investissements stratégiques.

À la fin de 2016, plus de 143 000 petites et moyennes entreprises dans 21 pays avaient déjà obtenu des financements pour un montant total de 5,5 milliards d'EUR grâce au soutien du programme COSME.

Parallèlement au plan d'investissement pour l'Europe, les **Fonds structurels et d'investissement européens** constituent des instruments puissants pour stimuler une croissance intelligente et inclusive. À la fin de 2016, qui a été la première année complète de mise en œuvre par les États membres, des projets présentant une valeur d'investissement de plus de 176 milliards d'EUR

avaient pu bénéficier d'un soutien au titre des Fonds structurels et d'investissement européens⁶.

Outre un soutien financier, les Fonds structurels et d'investissement européens visent à fournir de fortes incitations aux États membres pour qu'ils mettent en œuvre des réformes de fond et structurelles essentielles et propices à la croissance, notamment celles liées aux recommandations par pays émises dans le contexte du Semestre européen.

Les évaluations ex post des Fonds de la politique de cohésion pour la période de programmation 2007-2013, qui ont été achevées en 2016, ont montré comment ces Fonds ont contribué à la croissance et à la création d'emplois, ainsi que la façon dont chaque région et chaque pays dans l'UE a bénéficié de la politique de cohésion. À titre d'exemple, il a été estimé ce qui suit.

Dans les pays de l'EU-12, les Fonds de la politique de cohésion et les investissements en matière de développement rural réalisés au cours de la période 2007-2013 ont entraîné une croissance du PIB en 2015 supérieure de 4 % à celle qu'elle aurait été sans leur utilisation.

Les Fonds de la politique de cohésion pour la période 2007-2013 se sont également révélés efficaces pour lutter contre le chômage. Les données préliminaires montrent que:

Le Fonds de développement régional et le Fonds de cohésion ont permis de créer 1,2 million d'emplois, tandis que 9,4 millions de participants ayant bénéficié d'un soutien au titre du Fonds social européen ont ensuite trouvé un emploi.

Bien qu'il ne soit possible de faire rapport sur les résultats positifs qu'une fois les interventions achevées, on constate que les actions relevant de **l'initiative pour l'emploi des jeunes**, de même que celles financées par le **Fonds social européen** produisent de premiers résultats positifs en matière d'emploi. À la fin de 2015, 2,7 millions de jeunes avaient participé à des activités organisées au titre de ces actions, parmi lesquels 1,6 million étaient au chômage et 700 000 étaient inactifs.

235 000 personnes ont retrouvé un emploi, 181 000 personnes ont obtenu une qualification et 100 000 personnes ont entamé des études ou une formation à la suite d'une intervention du Fonds social européen et de l'initiative pour l'emploi des jeunes.

Dans certains États membres, il a toutefois fallu plus de temps pour mettre les processus et les structures nécessaires en place aux fins de la mise en œuvre de l'initiative pour l'emploi des jeunes.

Le **programme pour la recherche et l'innovation «Horizon 2020»** est essentiel pour créer une société et une économie fondées sur la connaissance et l'innovation dans l'ensemble de l'UE. Il a réussi à atteindre 49 000 participations et des conventions de financement ont été signées pour un montant total de 20,5 milliards d'EUR. Plus de 21 % de l'ensemble des participations étaient le fait de petites et moyennes entreprises. Les actions Marie Skłodowska-Curie (MSCA), dont on a fêté le 20^e anniversaire en 2016, ont permis de financer 25 000 chercheurs entre 2014 et 2016.

Le prix Nobel de chimie a été attribué conjointement à trois lauréats qui bénéficient de financements depuis le quatrième programme-cadre de recherche.

Nombre de programmes d'infrastructure à grande échelle contribuent également aux objectifs de l'UE en matière d'emploi et de croissance. Le programme **Galileo**, qui concerne la mise en place par l'Europe de son propre système mondial de navigation par satellite, est passé de la phase de déploiement à la phase d'exploitation en 2016.

Le lancement de six nouveaux satellites en 2016 a permis d'entamer la fourniture de services.

Depuis la déclaration de services initiaux de Galileo en 2016, les fabricants de puces et de récepteurs et les développeurs d'applications peuvent utiliser les signaux de Galileo pour développer leurs activités, et plusieurs appareils conçus pour fonctionner avec Galileo sont déjà sur le marché⁷. Il est à noter que la mise en œuvre des projets dans le cadre d'Horizon 2020 a encouragé le développement de nouvelles applications Galileo. Ces projets ont déjà entraîné la mise sur le marché de 13 innovations, l'élaboration de 5 brevets, la conception de 34 prototypes avancés, la commercialisation de deux produits et la publication de 223 articles scientifiques. Le marché des systèmes mondiaux de navigation par satellite devrait croître pour passer de 5,8 milliards d'appareils en usage en 2017 à 8 milliards d'ici 2020, selon les estimations.

En ce qui concerne le **mécanisme pour l'interconnexion en Europe dans le secteur des transports**, 452 projets ont bénéficié d'un soutien pour un montant total de 19,4 milliards d'EUR d'investissements à travers l'Europe. Cela a permis de lancer de grands investissements d'infrastructure en Europe et de contribuer ainsi aux objectifs globaux du mécanisme pour l'interconnexion en Europe, qui consistent notamment à établir les liaisons de transport manquantes et à supprimer les goulets d'étranglement. À titre d'exemple:

le mécanisme pour l'interconnexion en Europe dans le secteur des transports a contribué au financement du tunnel ferroviaire de base du Brenner, qui avec une longueur de 64 km constituera le tunnel ferroviaire de grande capacité le plus long du monde.

Le tunnel renforcera considérablement la compétitivité des transports ferroviaires sur la section stratégique Munich-Vérone, et contribuera à l'amélioration du transfert modal dans la fragile région alpine.

En ce qui concerne l'éducation, l'apprentissage tout au long de la vie, la formation et la stimulation de l'esprit d'entreprise, à la fin de 2016, plus de deux millions de participants avaient bénéficié d'Erasmus+. Le programme a permis à quelque 497 000 jeunes d'étudier, de se former, de faire du bénévolat ou de participer à des séjours à l'étranger en 2016. Le premier rapport relatif à sa mise en œuvre⁸ a souligné ce qui suit.

Les étudiants Erasmus+ ont plus de chances non seulement de trouver un emploi (par rapport à leurs condisciples non mobiles), mais également d'obtenir des postes d'encadrement. En moyenne, 64 % des étudiants Erasmus+, contre 55 % de leurs condisciples non mobiles, obtiennent des postes d'encadrement dans les cinq à dix années qui suivent l'obtention de leur diplôme

Cinq banques⁹ ont adhéré au programme de prêts Erasmus+ pour les masters et une université a mis en œuvre un modèle de financement innovant. En dépit de retours encourageants de la part des étudiants, le recours aux possibilités offertes par le programme (en termes de nombre d'intermédiaires financiers et d'importance des garanties sollicitées) est plus faible qu'estimé initialement et la Commission cherche donc à étendre la couverture géographique du programme ainsi que son utilisation.

Enfin, 2016 a été la première année de mise en œuvre du nouveau système de paiements directs dans le cadre de la **politique agricole commune** réformée. Les États membres ont géré des paiements directs pour quelque 7 millions

Une réaction européenne aux défis mondiaux

En 2016, l'UE a continué de s'adapter aux nouveaux défis liés à l'évolution de la situation géopolitique. Le budget de l'UE a aidé les États membres à bien gérer les flux migratoires, à s'attaquer aux causes profondes de la migration et à préserver l'intégrité de l'espace Schengen. D'autres priorités de l'UE en rapport avec les défis mondiaux, comme le changement climatique, ont continué à bénéficier d'un financement par le budget de l'UE.

La mise en œuvre des programmes nationaux des États membres relevant du **Fonds «Asile, migration et intégration»** et du **Fonds pour la sécurité intérieure** s'est accélérée en 2016.

Les États membres ont intensifié leur efforts en matière de retours volontaires et forcés en 2016, avec le soutien du Fonds «Asile, migration et intégration»:

Sur 37 748 personnes rapatriées, 26 187 ont été renvoyées dans leur pays au moyen de programmes de retour volontaire.

Les premières données montrent que le nombre de migrants en situation irrégulière appréhendés aux frontières extérieures de l'UE a diminué (passant de 1,8 million en 2015 à 0,5 million en 2016). Le nombre d'arrivées illégales en Grèce a fortement chuté du fait de la mise en œuvre de la déclaration UE-Turquie, et

d'agriculteurs ainsi que des programmes de développement rural. Plusieurs mesures de soutien du marché ont été mises en œuvre en réaction à des évolutions défavorables du marché en 2015 et 2016 et ont contribué à rééquilibrer les secteurs agricoles. Réagissant à la chute des prix du lait enregistrée dans l'UE au cours de la première moitié de l'année 2016 ainsi qu'au déséquilibre persistant entre l'offre et la demande, la Commission a annoncé une mesure exceptionnelle de réduction de la production laitière en juillet 2016, mesure qui a permis de rééquilibrer efficacement le marché laitier de l'UE. La mesure a financé la réduction de la production de plus de 850 000 tonnes au quatrième trimestre de 2016 (64 % de la baisse totale de la production laitière dans l'Union), ce qui a favorisé une augmentation de 29 % des prix du lait dans l'UE au cours du second semestre de 2016.

L'agriculture européenne a démontré sa résilience, comme le montrent les statistiques commerciales:

les exportations agroalimentaires de l'UE ont atteint une valeur de 130,7 milliards d'EUR, ce qui représente 1,5 % de plus qu'en 2015.

ce même si le nombre d'arrivées illégales en provenance de Libye reste très élevé.

En 2016, les États membres de l'UE ont accueilli 14 205 réfugiés réinstallés dans l'Union au moyen de programmes nationaux et multilatéraux¹⁰. Il s'agit du nombre le plus élevé de personnes réinstallées au cours d'une seule année qui a été enregistré à ce jour dans l'UE¹¹ et il découle directement des programmes de réinstallation mis en œuvre à l'échelle de l'UE. Cette augmentation démontre l'intérêt et le potentiel d'une coopération et d'une coordination renforcées au niveau de l'UE dans le domaine de la réinstallation.

La mise en œuvre de l'approche des «points d'accès» s'est poursuivie en Grèce et en Italie. En 2016, la Grèce a créé cinq points d'accès ayant une capacité combinée de 7 450 places; et l'Italie a mis en fonctionnement quatre points d'accès ayant une capacité combinée de 1 600 places.

La Commission et l'**Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes** récemment créée se sont efforcées de garantir une présence efficace en mer:

174 500 personnes ont été sauvées en 2016 rien qu'en Méditerranée centrale.

L'ampleur sans précédent des flux de réfugiés et de migrants (notamment en provenance de Syrie) a aussi poussé la Commission à innover en ce qui concerne les types d'instruments et d'assistance mobilisés par l'UE: en plus de fournir une assistance humanitaire à l'extérieur de l'Europe, l'UE a commencé, pour la première fois, à financer des actions humanitaires à l'intérieur de ses frontières, au moyen du nouvel **instrument d'aide d'urgence**.

En 2016, des abris ont été mis à la disposition de plus de 35 000 personnes en Grèce, d'abord sous la forme de tentes, puis sous la forme de conteneurs adaptés aux conditions hivernales, et 417 espaces sûrs ont été créés pour les mineurs non accompagnés dans des installations prévues à cet effet.

L'aide humanitaire en Turquie a, en outre, été considérablement accrue au moyen de la **facilité en faveur des réfugiés en Turquie**. Cela a permis à la Commission, entre autres initiatives, de lancer un programme innovant appelé le **filet de sécurité sociale d'urgence**, qui vise à aider jusqu'à un million de réfugiés les plus vulnérables en Turquie en leur distribuant des allocations en espèces à intervalles réguliers. Il s'agit là d'un exemple de l'utilisation croissante qui est faite de l'assistance financée par le budget de l'UE comme moyen efficace et efficace de venir en aide aux personnes dans les situations d'urgence.

Par ailleurs, en plus de fournir une assistance humanitaire, la Commission soutient aussi les moyens de subsistance ainsi que les perspectives socio-économiques et éducatives à plus long terme des réfugiés et des populations qui les accueillent en Turquie. Quelques premiers résultats indicatifs du projet «Generation Found», qui est un projet en matière d'éducation mise en œuvre avec l'UNICEF:

*60 000 enfants bénéficient de matériel pédagogique et 10 392 de programmes de soutien psychosocial et de cohésion sociale.
2 081 membres du personnel éducatif ont été formés
7 950 membres du personnel éducatif syriens ont bénéficié de mesures incitatives*

La promotion de la stabilité et du développement durable guide aussi l'action du budget de l'UE à l'extérieur de l'UE. En tant que premier donateur d'**aide humanitaire** au monde, l'UE joue un rôle essentiel lorsqu'il s'agit de relever les défis humanitaires. En 2016, la Commission a géré:

un budget d'aide humanitaire sans précédent de quelque 2 milliards d'EUR qui a permis de fournir des denrées alimentaires, des abris, une protection et des soins de santé à 120 millions de personnes dans plus de 80 pays.

Se fondant sur l'expérience fructueuse du plan d'investissement pour l'Europe, la Commission a proposé en 2016 un ambitieux **plan d'investissement extérieur européen** pour l'Afrique et le voisinage européen comme moyen de lutter contre les causes profondes de la migration. Dans le cadre de ce plan, le **Fonds européen pour le développement durable¹² devrait permettre de mobiliser jusqu'à 44 milliards d'EUR d'investissements** grâce à des fonds provenant du budget général de l'Union.

Le budget de l'UE étant également un outil important pour faire face au **changement climatique**, l'UE a décidé de consacrer au moins 20 % de son budget pour la période 2014-2020 – soit un peu plus de 200 milliards d'EUR sur toute la période – à l'action pour le climat.

En 2016, la contribution totale à l'intégration des questions liées au climat était estimée à 20,9 %.

Gestion et protection du budget de l'UE par la Commission

Outre les résultats obtenus au moyen des dépenses de l'UE, la façon dont le budget est géré a une incidence importante sur sa performance globale. C'est pourquoi la Commission s'efforce d'atteindre

les normes de gestion financière les plus élevées en termes d'efficacité, d'efficacités et de rapport coût-efficacité.

Protection du budget de l'UE au moyen de sa gestion efficace

La Commission veille, en y accordant une priorité absolue, à ce que le budget de l'UE soit bien géré et à ce que les mesures nécessaires soient en place pour protéger l'argent du contribuable.

Bien que la Commission soit responsable en dernier ressort de la gestion du budget, 74 % des dépenses sont exécutés par les autorités des États membres dans le cadre de la gestion partagée.

La Commission recourt principalement à deux types de mécanismes pour protéger le budget de l'UE (c'est-à-dire les dépenses de l'Union) des dépenses indues ou irrégulières:

- i) des mécanismes préventifs (contrôles ex ante, interruptions et suspensions de paiements, par exemple); et
- ii) des mécanismes correctifs (essentiellement des corrections financières imposées aux États membres, mais aussi le recouvrement auprès des bénéficiaires de sommes versées par l'UE): lorsque les mécanismes préventifs ne sont pas efficaces, la Commission a l'obligation, dans l'exercice de sa fonction de surveillance, d'appliquer en dernier ressort des mécanismes correctifs.

Les services de la Commission ont accompli des progrès au fil des années en ce qui concerne la limitation du taux d'erreur *annuel*. En dépit de l'évolution à la baisse du taux d'erreur estimé, la Cour des comptes européenne n'as pas encore émis de déclaration d'assurance positive en ce qui concerne son opinion sur la légalité et la régularité des paiements sous-jacents, parce que son estimation du taux d'erreur annuel de la Commission est toujours supérieure au seuil de signification de 2 %¹³. Or, si des erreurs peuvent être détectées au cours de n'importe quelle année donnée, elles sont aussi dûment corrigées les années suivantes. Une *analyse*

pluriannuelle de ces erreurs et corrections est donc nécessaire et plus appropriée. En effet, dans le contexte du cadre financier pluriannuel, les programmes de dépenses, les systèmes de contrôle et le cycle de gestion de la Commission sont également pluriannuels par défaut.

En 2016, le montant total des **corrections financières et des recouvrements** effectués s'est élevé à 3,4 milliards d'EUR, ce qui équivaut à 2,5 % des paiements réalisés. Au cours de la période 2010-2016, le montant moyen confirmé a atteint 3,3 milliards d'EUR, soit 2,4 % du montant moyen des paiements effectués au titre du budget de l'UE, tandis que le montant moyen exécuté s'est établi à 3,2 milliards d'EUR, soit 2,3 % des paiements.

Le **montant global à risque à la clôture**, c'est-à-dire *une fois toutes les corrections effectuées*, qui a un caractère prospectif, **devrait être inférieur à 2 % du total des dépenses concernées**. Cela signifie que les mécanismes de contrôle *pluriannuels* des services de la Commission garantissent généralement une gestion appropriée des risques relatifs à la légalité et à la régularité des opérations et que les corrections financières et les recouvrements effectués au cours des années suivantes ont bien pour effet de **protéger globalement le budget de l'UE**.

Dans l'intervalle, d'autres actions sont en cours pour les programmes qui présentent constamment des niveaux d'erreur élevés afin de s'attaquer à leurs causes profondes¹⁴ et de prévenir, de détecter et de corriger la fraude¹⁵. Dans ce contexte le nouveau **système de détection rapide et d'exclusion (EDES)** pour la protection des intérêts financiers de l'UE est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016, ce qui renforce la protection du budget de l'UE contre les opérateurs économiques non fiables.

Assurance relative à la gestion

Dans leurs rapports annuels d'activités pour 2016, **les 49 ordonnateurs délégués ont tous déclaré avoir une assurance raisonnable** que les

informations contenues dans leur rapport étaient sincères et véritables; que les ressources allouées aux activités avaient été utilisées aux fins prévues et

conformément au principe de bonne gestion financière, et que les procédures de contrôle mises en place donnaient les garanties nécessaires quant à la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes.

Par souci de transparence, dans les rapports annuels d'activités, des réserves ont été émises au sujet des programmes pour lesquels le taux d'erreur résiduel annuel n'est pas (encore) tombé au-dessous des 2 % au moment de l'établissement du rapport.

29 ordonnateurs délégués ont fourni une assurance sans réserve, tandis que 20 déclarations ont été assorties, au total, de 37 **réserves** pour 2016 (33 en 2015). Les réserves de cette année concernent tant les dépenses que les recettes. Dans tous les cas, les

ordonnateurs délégués ont adopté des plans d'action pour remédier aux lacunes sous-jacentes et atténuer les risques qui en découlent.

En ce qui concerne l'obtention de l'assurance pour 2016, des **progrès notables** ont été accomplis grâce à l'apurement annuel des comptes et à une retenue de 10 % sur tous les paiements intermédiaires introduite par les DG REGIO¹⁶, EMPL et MARE, à un seuil de signification différencié pour Horizon 2020 pour les DG et agences exécutives concernées par la recherche, et à la meilleure segmentation de l'obtention de l'assurance par type de dépenses par les DG DEVCO et NEAR.

Systèmes de contrôle efficaces, efficaces et offrant un bon rapport coût-efficacité

Des normes strictes en matière de gestion financière exigent que les mesures en place pour garantir la protection effective du budget de l'UE présentent un bon rapport coût-efficacité.

Aussi des mesures sont-elles prises pour développer des **synergies** et réaliser des **gains d'efficacité**, par exemple en simplifiant les règles et les procédures, en améliorant et en reliant les systèmes informatiques financiers, et en renforçant l'externalisation et la mutualisation de l'expertise financière. Il en résulte en définitive une charge bureaucratique moindre, des coûts proportionnés en matière de contrôles effectués auprès des bénéficiaires, des taux d'erreur inférieurs, des données de meilleure qualité et des délais d'engagement et de paiement plus courts.

Des progrès ont été déjà accomplis, notamment en ce qui concerne la simplification des règles financières, la gestion numérique des marchés publics et des subventions (y compris la mise en place d'un point de contact unique pour la communication et l'échange d'informations avec les parties prenantes), et la réduction des délais de paiement.

Afin d'encre améliorer l'efficacité de la gestion financière, la Commission a lancé, en 2016, un

réexamen des principaux processus financiers.

En outre, chaque service de la Commission évalue régulièrement **l'efficacité** de ses systèmes de contrôle interne. Dans l'ensemble, pour 2016, tous les services de la Commission ont conclu que les standards de contrôle interne fonctionnaient bien et étaient mis en œuvre de manière effective.

À la fin de 2016, tous les services de la Commission avaient aussi évalué le **rapport coût-efficacité** de leurs systèmes de contrôle. Sur la base de ces évaluations (par exemple, du risque, du coût des contrôles et des délais de paiement), la très grande majorité ont revu leurs systèmes de contrôle afin de les rendre plus adaptés d'un point de vue organisationnel. Progressivement, les services de la Commission prennent des mesures afin de garantir que leurs systèmes de contrôle restent fondés sur les risques et présentent un bon rapport coût-efficacité. Parmi les exemples de combinaison de ressources visant à réaliser des économies d'échelle et à améliorer le rapport coût-efficacité des contrôles figure la création du centre d'appui commun qui sert 20 services et d'autres entités comme des agences exécutives ou des entreprises communes ayant en commun l'exécution du programme de recherche Horizon 2020.

Structure du rapport annuel sur la gestion et la performance

La section 1 du présent rapport synthétise **la performance du budget de l'UE calculée sur la base des données les plus récentes relatives aux résultats obtenus grâce au budget de l'UE jusqu'à la fin de l'année 2016**. Les éléments qu'elle contient reposent sur les informations provenant des fiches de programmes qui font partie de la proposition de budget pour 2018, des rapports annuels d'activités 2016 produits par les services de la Commission; et d'autres sources comme des évaluations¹⁷ et des rapports de mise en œuvre concernant les programmes de l'UE.

Elle fournit une entrée en matière au sujet de ces documents dans lesquels figurent des informations plus détaillées sur les objectifs des programmes et l'état d'avancement des indicateurs mesuré par rapport aux valeurs de référence et aux objectifs. Bien que le rapport concerne l'exercice 2016, il est basé sur les dernières données disponibles, qui concernent parfois des exercices antérieurs.

Pour chaque rubrique budgétaire, le rapport fournit des informations sur l'exécution budgétaire relative à l'état d'avancement des programmes du cadre financier pluriannuel 2014-2020 ainsi que les dernières données disponibles sur les résultats des programmes du cadre financier pluriannuel 2007-2013. Comme demandé par le Parlement européen et la Cour des comptes européenne, le rapport présente également des liens avec la stratégie Europe 2020 et donne des exemples concrets de la valeur ajoutée des financements de l'UE.

La section 2 décrit **le contrôle interne de la Commission ainsi que la façon dont elle a géré et protégé le budget de l'UE en 2016**. Les informations qu'elle contient reposent sur les rapports annuels d'activités des services de la Commission, qui décrivent en détail l'environnement du contrôle interne et les questions connexes. Si des problèmes ont été constatés au cours de l'année, le rapport présente la manière dont les services de la Commission y ont remédié. Cette section résume les informations sur la réalisation des objectifs de contrôle interne (gestion des risques en matière de légalité et de régularité; rapport coût-efficacité des contrôles; stratégies antifraude), la protection du budget de l'UE et l'assurance relative à la gestion fournie par le collège.

Cette assurance est non seulement fondée sur les propres conclusions des gestionnaires (qui reposent sur des indicateurs statistiques et non statistiques concernant les résultats des contrôles et les corrections effectuées), mais aussi recoupée avec les avis de parties indépendantes (les constatations d'audit et les conclusions limitées du service d'audit interne, les observations de la Cour des comptes européenne) et les conclusions des travaux du comité de suivi des audits.

La conclusion tirée sur la base de l'assurance relative à la gestion reçue de tous les services et de l'assurance obtenue grâce aux travaux d'audit interne, **permet à la Commission, par l'adoption du présent rapport, d'assumer la responsabilité politique globale de la gestion du budget 2016 de l'UE**.

Section 1

Performance et résultats

La Commission a la ferme volonté de veiller à ce que le budget de l'UE produise les meilleurs effets pour les citoyens en fournissant un soutien solide aux priorités politiques de l'UE. En 2016, une priorité particulièrement élevée a été accordée aux actions en faveur de l'emploi, de la croissance et de l'investissement et à la nécessité de réagir rapidement et de manière complète aux multiples difficultés que l'UE doit affronter.

Pour faire en sorte que les ressources soient allouées aux priorités et que chaque action produise des résultats significatifs et une valeur ajoutée élevée, la Commission met en œuvre son initiative intitulée «Un budget de l'UE axé sur les résultats». En s'appuyant sur le cadre de performance de la période 2014-2020, elle promeut un meilleur équilibre entre conformité et performance. «Priorité, agilité et résultats» sont les principes de base de l'initiative, laquelle vise à garantir que chaque euro du budget de l'UE est dépensé dans les domaines où la valeur ajoutée apportée par l'UE est la plus grande, que la performance du budget de l'UE est évaluée de façon rigoureuse, et que les résultats obtenus sont communiqués avec clarté.

Dans ce contexte, le 14 septembre 2016, la Commission a présenté un réexamen complet à mi-parcours du fonctionnement du cadre financier pluriannuel comprenant un réexamen du cadre de performance du budget de l'UE. Ce réexamen a été l'occasion de dresser le bilan des réalisations et de la nécessité de réagir aux principales difficultés imprévues comme les crises migratoire et sécuritaire. Il a inspiré un certain nombre de propositions, présentées conjointement avec une communication dans le but de compléter le financement des grandes priorités et des principaux besoins de l'Union en allouant quelque 6 milliards d'EUR de plus aux domaines de l'emploi et de la croissance, de la migration et de la sécurité. Les propositions visent aussi à créer davantage de flexibilité pour le budget de l'UE et à simplifier les règles financières pour les bénéficiaires.

Afin de démontrer sa détermination à garantir les conditions nécessaires à une méthode axée sur les

résultats et de faire en sorte que l'accent soit mis sur les résultats plutôt que sur les montants dépensés, la Commission a proposé d'apporter plusieurs modifications au règlement financier. À titre d'exemple, ces modifications feraient reposer les paiements sur le respect des conditions à remplir, prévoiraient le versement d'un «montant forfaitaire unique» couvrant l'ensemble des coûts éligibles de l'action, accorderaient la priorité aux formes simplifiées de subventions et préciseraient l'étendue des contrôles prévus pour ces dernières. Des règles plus simples et plus flexibles devraient permettre d'obtenir plus rapidement et de façon plus efficiente des résultats sur le terrain, de manière à réduire les coûts liés à la mise en œuvre des règles de l'UE ainsi que les taux d'erreur. La proposition de règlement financier simplifié introduite par la Commission vise à créer un seul corpus de règles plus simple à consulter et 25 % plus court que le règlement financier actuel et ses règles d'application.

D'autres progrès ont été accomplis en 2016 dans le cadre de cette initiative. En particulier, la structure et le contenu des fiches de programmes qui accompagnent le projet de budget 2017 ont été améliorés en vue de fournir à l'autorité budgétaire une vision plus précise de la performance des programmes. En outre, en 2016, la Commission a produit pour la première fois un paquet d'information financière intégrée fournissant des informations détaillées sur les recettes, les dépenses, la gestion et la performance du budget de l'UE conformément aux bonnes pratiques en matière de transparence et d'obligation de rendre compte (paquet d'information financière intégrée sur le budget de l'UE)¹⁸. La Commission a aussi participé activement, avec des experts provenant des États membres, d'autres institutions de l'UE et d'organisations internationales, à l'élaboration d'une conception commune des cadres de performance actuels et a offert à tous la possibilité de partager de nouvelles idées et des bonnes pratiques. En 2016, ces groupes d'experts se sont réunis à trois reprises et la deuxième conférence dans le cadre de l'initiative «un budget de l'Union axé sur les résultats» a été organisée.

Principales caractéristiques du budget de l'UE

Cadre de performance de la période 2014-2020

La mise en œuvre d'un cadre de performance solide pour le budget de l'UE est une condition préalable à des programmes de l'UE davantage axés sur les résultats et bien gérés. Pour le cadre financier pluriannuel 2014-2020, des cadres de performance ont été inclus comme nouvel élément obligatoire dans la base légale des programmes et comme pilier essentiel de l'orientation plus marquée vers les résultats de cette période de programmation. Ces cadres exigent l'établissement d'objectifs et d'indicateurs clairs et mesurables ainsi que de modalités concernant le suivi, les rapports et l'évaluation. La Commission estime que le suivi de ces indicateurs, combiné aux évaluations, fournit une bonne base pour évaluer la performance afin de veiller à ce que les programmes soient en bonne voie d'atteindre les objectifs prévus. Il permet aussi d'anticiper les problèmes et de les résoudre lorsqu'ils apparaissent.

Au cours des premières années de la mise en œuvre d'un programme, les informations relatives à la performance reposent essentiellement sur les intrants (enveloppe financière) et, lorsque cela est possible, sur les résultats. Le premier type d'informations donne une bonne indication des dépenses du budget de l'UE et de leurs contributions aux priorités politiques. À mesure que l'exécution du programme progresse, les informations sur ses résultats et son incidence deviennent disponibles, mais ce n'est le cas qu'une fois un laps de temps suffisant écoulé pour que les fonds dépensés produisent des effets.

Les audits de la Cour des comptes européenne contribuent aussi à améliorer la performance des programmes, les opérations, les systèmes de gestion et les procédures des organismes et des institutions qui gèrent les fonds de l'UE¹⁹. De récents rapports confirment par exemple la nécessité de simplifier les règles et de renforcer ou de rationaliser le cadre de performance. Ces enseignements seront pris en compte lors de la préparation par la Commission de la prochaine génération de programmes.

Responsabilités partagées en matière de résultats

Les trois quarts environ du budget de l'UE sont exécutés selon le mode de gestion partagée avec les

États membres. Bien que la Commission assume en dernier ressort la responsabilité financière de la gestion du budget de l'UE, la responsabilité en ce qui concerne les résultats atteints au moyen du budget de l'UE est partagée avec un large éventail d'acteurs au niveau européen, national et régional. Chacun de ces acteurs a un rôle à jouer pour veiller à ce que chaque euro dépensé sur le budget de l'UE budget serve avec efficacité et efficacité les fins auxquelles il est destiné.

Un effet catalyseur important

Conjugué aux budgets nationaux, le budget de l'UE est un outil complémentaire des instruments réglementaires et d'intervention ayant pour objet de réaliser les priorités de l'UE. Bien que relativement modeste (il équivaut à environ 2 % de l'ensemble des dépenses publiques effectuées dans l'UE), il a des effets de levier et catalyseurs importants. Il est capable de mobiliser des fonds grâce à des instruments financiers dont le Fonds européen pour les investissements stratégiques constitue un exemple marquant. Grâce aux cofinancements, il peut aussi faciliter les investissements publics nationaux directs en faveur d'objectifs convenus au niveau de l'UE.

Cohérence avec les budgets nationaux

La Commission collabore étroitement avec les États membres afin de garantir la complémentarité des budgets nationaux et de l'UE et de renforcer la coordination des politiques économiques entre les États membres. Ce travail accompli dans le cadre du Semestre européen (notamment au moyen des recommandations par pays) est essentiel pour créer des synergies et réduire au minimum la pression fiscale lorsque c'est possible.

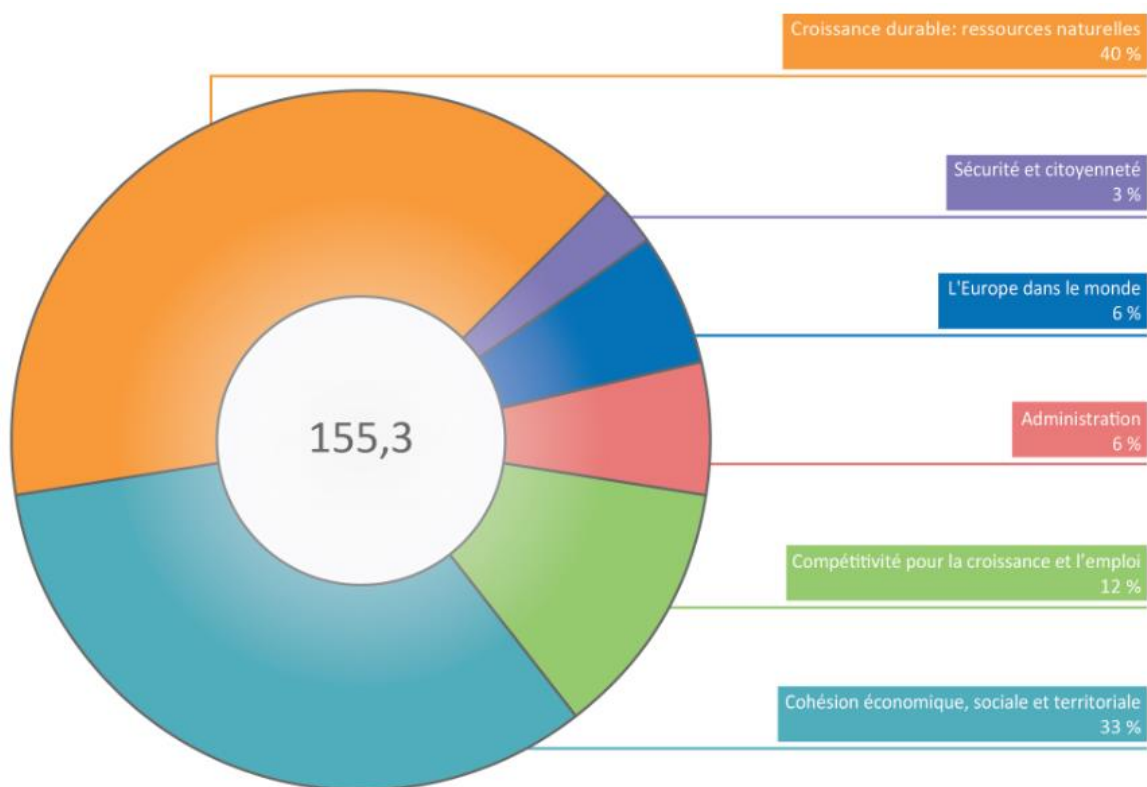
Nature pluriannuelle

Contrairement aux budgets nationaux, le budget de l'UE est pluriannuel par nature, ce qui en fait principalement un budget d'investissement. Le cadre financier pluriannuel soutient l'action de l'UE à moyen et à long terme et s'efforce de fournir une vision à long terme cohérente et stable pour ses bénéficiaires et les autorités nationales qui fournissent les cofinancements. Le caractère imprévisible des crises

récentes à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe ont toutefois montré que le budget de l'UE doit aussi pouvoir être promptement adapté aux événements imprévus et produire rapidement des résultats sur le

terrain. Un bon équilibre entre prévisibilité et réactivité du budget de l'UE nécessite des réévaluations et des réajustements constants.

Budget 2016 de l'UE:



Graphique: Budget 2016 de l'UE par rubrique budgétaire en pourcentage du budget total de l'UE pour 2016 (155,3 milliards d'EUR).

Le budget de l'UE s'élevait à 155,3 milliards d'EUR en 2016. Environ la moitié de ce montant (45 %, soit 69,8 milliards d'EUR) était consacrée à la rubrique 1 «Croissance intelligente et inclusive», divisée entre la rubrique 1A «Compétitivité pour la croissance et l'emploi» (12,2 %) et la rubrique 1B «Cohésion économique, sociale et territoriale» (32,7 %). La rubrique 2 «Croissance durable: ressources naturelles» constituait la deuxième section en importance du budget avec 40,2 %²⁰. En 2016, six budgets rectificatifs ont été adoptés. Ceux qui ne constituaient pas des ajustements standards (dû à l'excédent de l'exercice antérieur ou motivés par une actualisation de la législation) ont été proposés afin de mettre davantage l'accent sur certains domaines prioritaires, comme l'aide humanitaire au sein de l'Union et la prolongation du Fonds européen pour les investissements stratégiques, ainsi que pour tenir compte des besoins en paiements plus faibles que prévu, principalement dans le domaine de la cohésion. Près de 1 % des dépenses concerne les instruments spéciaux; la réserve d'aide d'urgence, le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation et le Fonds de solidarité de l'Union européenne.

Compte rendu sommaire des progrès accomplis sur les questions horizontales

Le budget de l'UE et la stratégie Europe 2020

Le cadre financier pluriannuel 2014-2020 et ses programmes ont été conçus pour favoriser la réalisation des objectifs arrêtés d'un commun accord de la stratégie Europe 2020, laquelle vise à faire de l'UE une économie intelligente, durable et inclusive d'ici 2020.

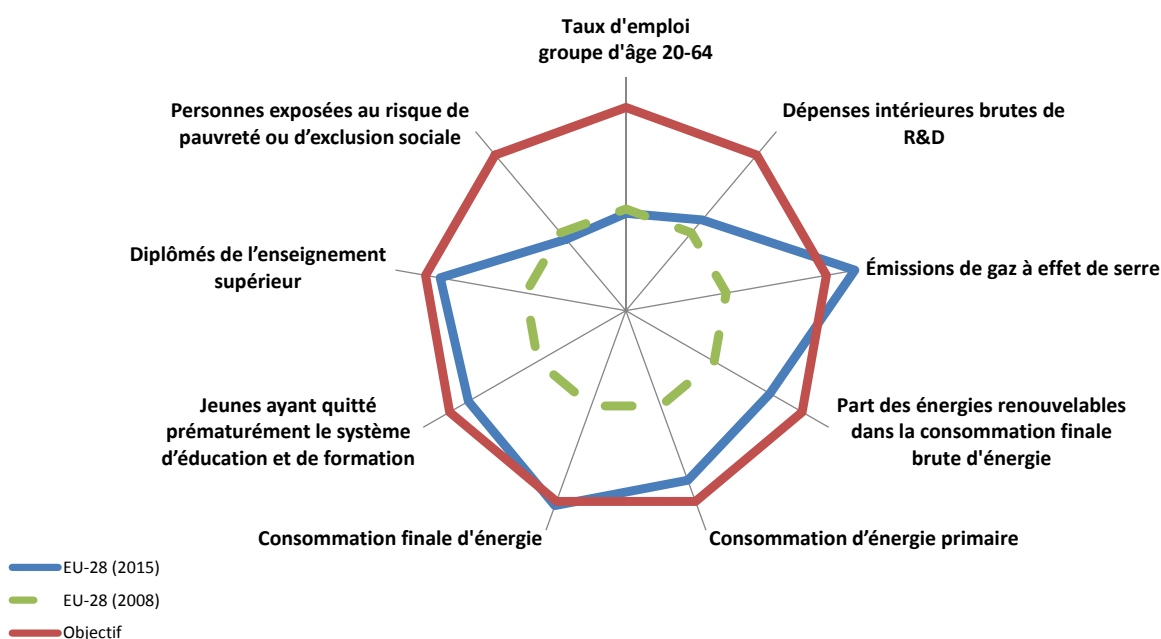
L'affectation du budget de l'UE aux différentes priorités montre que la structure globale du cadre financier pluriannuel 2014-2020 traduit les objectifs de la stratégie Europe 2020.

Pour mesurer les progrès réalisés sur la voie d'une croissance intelligente, durable et inclusive, la stratégie Europe 2020²¹ prévoit cinq grands objectifs chiffrés dans les domaines de l'emploi, de la recherche et du développement, du climat et de l'énergie, de l'éducation et de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Chaque État membre a traduit ces grands objectifs en objectifs nationaux. Un large éventail d'actions aux niveaux national et de l'UE ainsi qu'à l'échelle internationale sont entreprises en vue de produire des résultats concrets. Le budget de l'UE ne constitue qu'un des leviers contribuant à la réalisation des grands objectifs de la stratégie Europe 2020; son succès dépend de l'action collective de l'ensemble des acteurs de l'Union.

Il y a un lien évident entre les objectifs individuels et

le triptyque «croissance intelligente, durable et inclusive» de la stratégie Europe 2020²². Ces objectifs ont été retenus pour se renforcer mutuellement et contribuer ensemble aux trois dimensions du triptyque. Ils visent à mettre en évidence un choix de moteurs de croissance essentiels, valables pour tous les États membres, capables de guider l'action de ces derniers avec l'aide du budget. Délibérément non exhaustifs, ils n'englobent pas tous les leviers de la croissance.

La Commission suit la réalisation des grands objectifs de la stratégie Europe 2020 à l'aide de neuf indicateurs. Les informations relatives à l'évolution de ces indicateurs sont régulièrement actualisées et publiées sur le site web d'Eurostat²³. Le graphique suivant présente les dernières données disponibles²⁴ relatives aux neuf indicateurs. Il montre les progrès accomplis depuis 2008 et le chemin qu'il reste à parcourir pour atteindre les objectifs concernés d'Europe 2020. Les données les plus récentes montrent que les indicateurs concernant les objectifs environnementaux et l'éducation progressent vers la réalisation des grands objectifs, alors que des efforts supplémentaires sont encore nécessaires dans le domaine de l'emploi, de la recherche et du développement et de la lutte contre la pauvreté ou l'exclusion sociale.



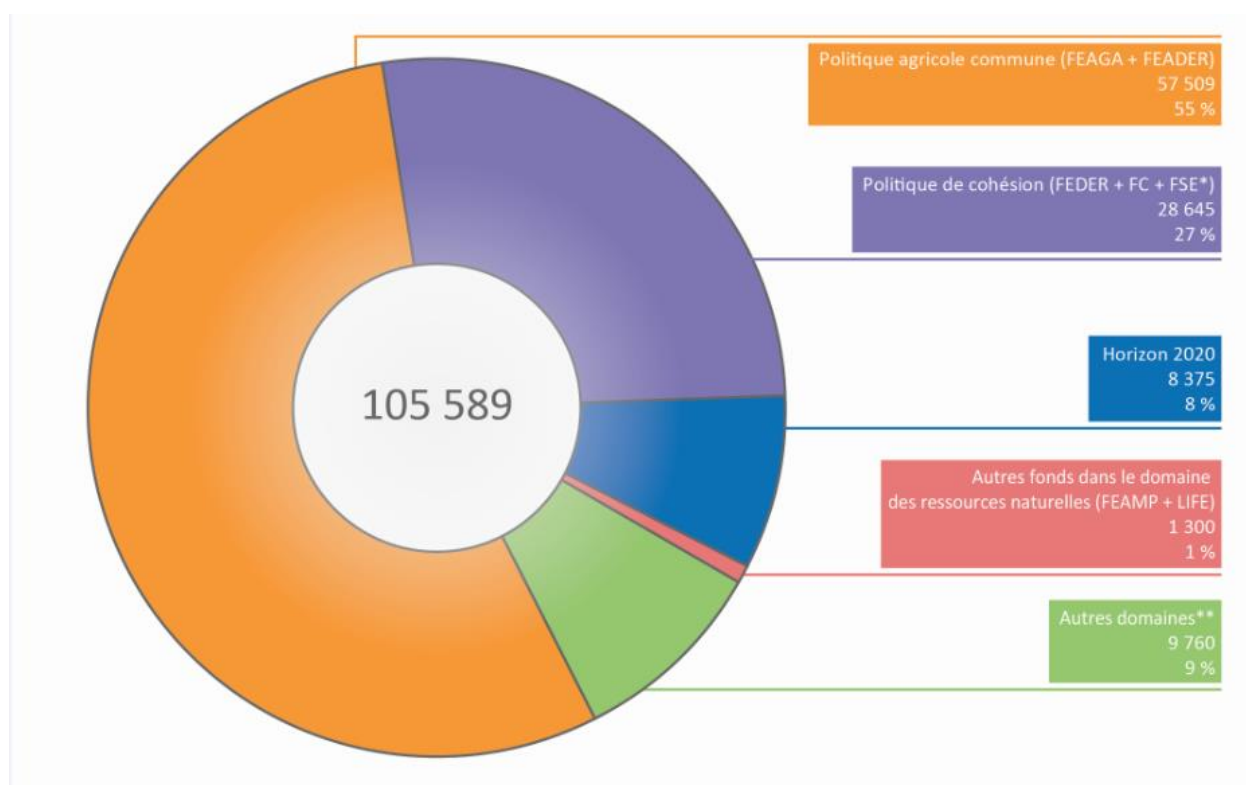
Graphique: Grands objectifs d'Europe 2020 – point de départ, situation en 2015 et objectif (100 %) – Source: site web d'Eurostat

Intégration de l'action pour le climat et de la biodiversité

Le budget de l'UE est également un outil important pour la réalisation d'objectifs transversaux tels que l'action pour le climat et la biodiversité. Pour réagir aux problèmes et aux besoins d'investissement liés au changement climatique, l'UE a décidé de consacrer 20 % au moins de son budget pour la période 2014-2020 – soit 200 milliards d'EUR sur toute la période – à des actions liées au changement climatique. Pour y parvenir, des actions visant à atténuer le changement climatique et à s'y adapter sont intégrées dans tous les grands programmes de dépenses de l'UE, parmi lesquels en particulier le développement régional et le Fonds de cohésion, l'énergie, les transports, la recherche et l'innovation, la politique agricole commune et la politique de développement de l'UE. Depuis le

projet de budget 2014, les estimations de dépenses liées au climat sont suivies annuellement conformément à la méthode fondée sur ce qu'on appelle les marqueurs de Rio. **En 2016, la contribution totale à l'intégration des questions liées au climat était estimée à 20,9 %.**

De la même manière que pour l'action pour le climat, la procédure de suivi des dépenses liées à la biodiversité prévoyait que 7 % du budget 2015 et 9 % du budget 2016 serviraient à enrayer et à inverser le déclin de la biodiversité dans l'UE, apportant ainsi une contribution notable aux objectifs de croissance durable de la stratégie Europe 2020.



Graphique: Contribution du budget de l'UE à l'action pour le climat entre 2014 et 2017: 105 589 millions d'EUR par domaine budgétaire; Source: état prévisionnel pour 2018 - **«Autres domaines» comprend les dépenses dans d'autres programmes (et FP) de la rubrique 1a (Copernicus, mécanisme pour l'interconnexion en Europe, COSME), de la rubrique 3 (mécanisme de protection civile de l'Union), de la rubrique 4 (mécanisme de protection civile de l'Union, instrument d'aide de préadhésion II, initiative des volontaires de l'aide de l'Union européenne, instrument de soutien financier à la communauté chypriote turque, instrument européen de voisinage, instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme, instrument de financement de la coopération au développement, Coopération avec le Groenland, Instrument contribuant à la stabilité et à la paix, Instrument de partenariat pour la coopération avec les pays tiers et aide humanitaire).

Le budget de l'UE et les objectifs de développement durable

L'année 2015 a été déterminante pour le développement durable dans le monde entier. Le 25 septembre 2015, lors de la 70^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, les chefs d'État et de gouvernement ont adopté un nouveau cadre mondial de développement durable: le programme de développement durable à l'horizon 2030 (ci-après le «programme à l'horizon 2030») ²⁵, dont l'élément central est constitué des objectifs de développement durable. Au cours de la même année, l'accord de Paris sur le climat (COP21) ²⁶, le programme d'action d'Addis-Abeba ²⁷, qui fait partie intégrante du programme à l'horizon 2030, et le cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe ²⁸ ont également été adoptés.

Le programme à l'horizon 2030 représente une promesse d'éradiquer la pauvreté et de parvenir à un développement durable au niveau mondial d'ici à 2030. Les 17 objectifs de développement durable et les 169 cibles qui y sont associées sont mondiaux par nature, universellement applicables et interconnectés.

Le 22 novembre 2016, l'UE a présenté sa réponse au programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux objectifs de développement durable et a adopté un ensemble de mesures sur le développement

durable ²⁹. Cet ensemble de mesure comprend une communication générale intitulée «Prochaines étapes pour un avenir européen durable» ³⁰ accompagnée d'un document de travail des services de la Commission ³¹ qui décrit dans les grandes lignes la contribution des diverses politiques et des divers instruments législatifs de l'UE aux objectifs de développement durable. La réalisation des nombreux objectifs de développement durable dépendra fortement des actions entreprises dans les États membres. Dans de multiples domaines, l'UE soutient, coordonne et complète les politiques des États membres ou en partage la responsabilité.

Le budget de l'UE est complémentaire des budgets nationaux et de la vaste palette d'instruments réglementaires et d'intervention qui permettent de faire face aux défis en matière de développement durable. La Commission a déjà largement intégré les dimensions économique, sociale et environnementale - qui sont au cœur des objectifs de développement durable - dans le budget et les programmes de dépenses de l'UE. Le cadre de performance des programmes de dépenses de l'UE pour la période 2014-2020 comporte déjà des éléments pertinents pour rendre compte de ces trois dimensions.

Les résultats que le budget de l'UE a permis d'obtenir jusqu'à la fin de 2016 sont décrits dans le rapport annuel sur la gestion et la performance selon les différents niveaux de maturité des programmes, et vont des données de départ recueillies pour les premières phases des programmes aux résultats des programmes finalisés. Les informations figurant dans le présent rapport reposent sur les données disponibles au moment de l'élaboration du rapport annuel sur la gestion et la performance.

1.1. Compétitivité pour la croissance et l'emploi (rubrique budgétaire 1A)³²

19 milliards d'EUR ont été alloués aux programmes en faveur de la compétitivité pour la croissance et l'emploi (engagements dans la rubrique 1A) en 2016. Cela représente 12,2 % du total des dépenses budgétaires annuelles.

Les principaux programmes de la rubrique budgétaire «Compétitivité pour la croissance et l'emploi» sont:

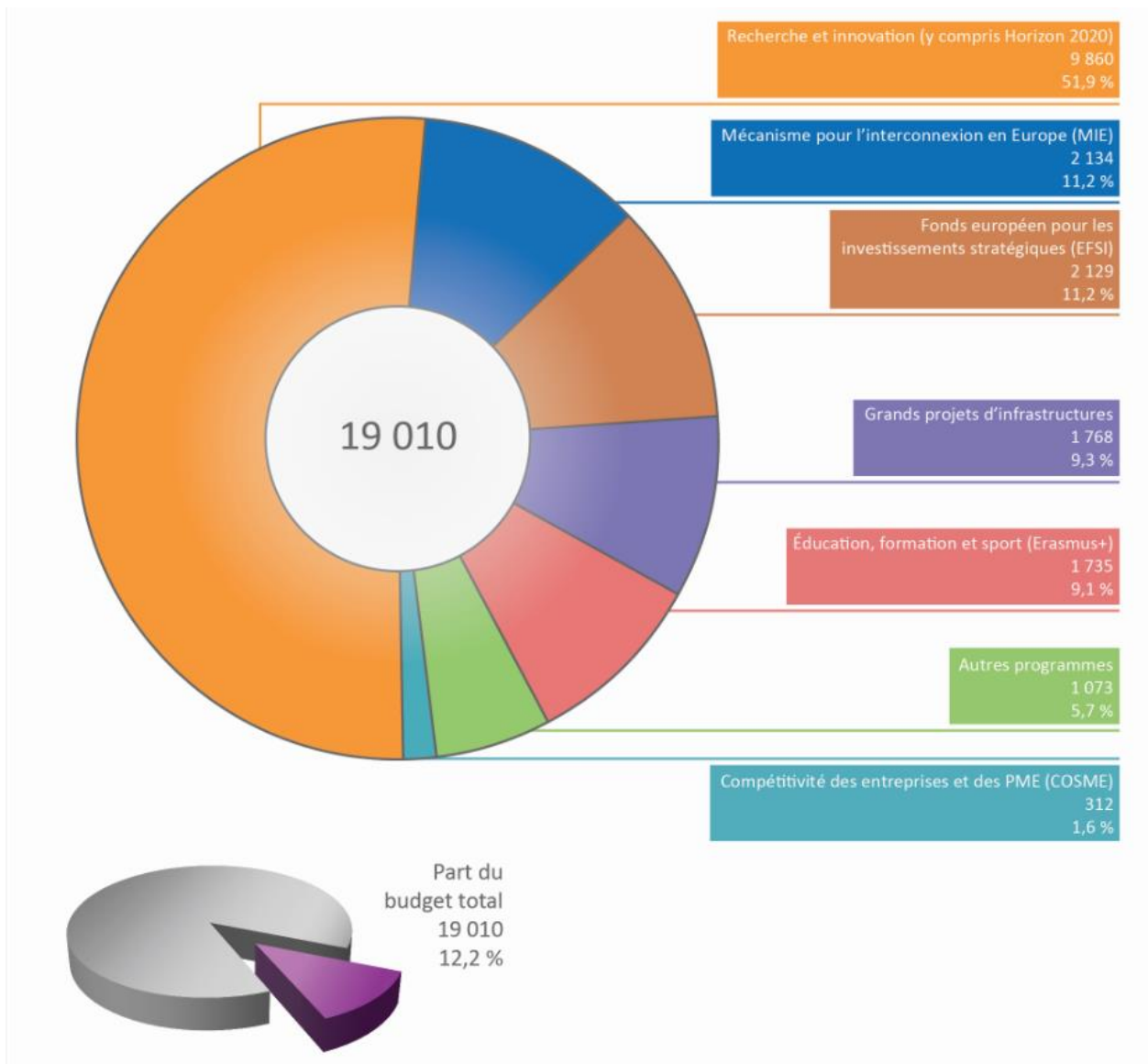
Horizon 2020, le programme-cadre pour la recherche et l'innovation;

les grands projets d'infrastructure [Galileo, le réacteur thermonucléaire expérimental international (ITER), Copernicus];

le programme Erasmus+, qui finance des actions dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et du sport;

le mécanisme pour l'interconnexion en Europe, qui finance des interconnexions au sein des réseaux transeuropéens de transport, d'énergie et de TIC; et

le Fonds européen pour les investissements stratégiques, qui s'inscrit dans le plan d'investissement pour l'Europe.³³



Graphique: bas: part de la rubrique 1A dans l'ensemble du budget 2016. / haut: principaux programmes financés en 2016 au titre de la rubrique 1A. La catégorie «Autres programmes» inclut notamment le programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale (EASI), Douanes et Fiscalis. La catégorie «Grands projets d'infrastructures» englobe notamment Galileo, EGNOS (système européen de navigation par recouvrement géostationnaire), Copernicus et ITER. Tous les montants sont en millions d'EUR.

Des programmes à l'appui des priorités de la Commission

Les programmes relevant de cette rubrique budgétaire contribuent essentiellement aux priorités de la Commission Juncker que sont «l'emploi, la croissance et l'investissement», le «marché unique numérique», «l'union de l'énergie et le climat», et «une Union économique et monétaire plus approfondie et plus équitable». Ils contribuent aux priorités de la stratégie Europe 2020 pour «une croissance intelligente et durable» ainsi qu'en vue d'une «croissance inclusive», principalement grâce à la création d'emplois et aux effets sur l'employabilité d'Horizon 2020 et d'Erasmus+. Les programmes relevant de cette rubrique budgétaire contribuent également à la stratégie Europe 2020 en stimulant la recherche et l'innovation, en améliorant le niveau de compétences et la formation (tout au long de la vie), en promouvant l'esprit d'entreprise, en facilitant l'utilisation des réseaux intelligents et en exploitant l'économie numérique, en mettant en place des réseaux transeuropéens interconnectés, en investissant dans les infrastructures paneuropéennes et en parvenant à une plus grande efficacité dans l'utilisation des ressources et de l'énergie.

1.1.1. État d'avancement des programmes 2014-2020

Le budget prévu au titre de la rubrique 1A «Compétitivité pour la croissance et l'emploi» a contribué aux priorités de la stratégie Europe 2020 en faveur d'une croissance intelligente et durable. Les principaux programmes ont permis de stimuler les investissements et la création d'emplois dans un contexte où les prévisions de croissance étaient modestes et où l'économie européenne se redressait lentement.

Afin de vaincre le déficit d'investissement que connaît l'UE actuellement, le Fonds européen pour les investissements stratégiques, en partenariat étroit avec la Banque européenne d'investissement, a continué de mobiliser des financements privés en vue d'investissements stratégiques dans des projets novateurs et stratégiques. Le budget de l'UE soutient le Fonds européen pour les investissements stratégiques par l'intermédiaire du fonds de garantie de l'UE³⁴.

D'autres grands programmes ont financé des initiatives visant la constitution de réseaux et l'acquisition d'un savoir-faire dans toute l'UE; il s'agit du programme Horizon 2020 pour la recherche et l'innovation, du programme pour la compétitivité des entreprises et des petites et moyennes entreprises (COSME) et du mécanisme pour l'interconnexion en Europe.

En outre, des projets de grande envergure, tels que Galileo, Copernicus et ITER, ont contribué à assurer à l'Europe un rôle de premier plan dans le secteur spatial et à démontrer que la fusion pouvait être une source d'énergie viable.

Pour que les citoyens puissent tirer pleinement parti des possibilités offertes par l'Europe, des programmes tels qu'Erasmus+ favorisent le développement de compétences essentielles pour les futurs demandeurs d'emploi.

Le Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFIS), soutenu par le fonds de garantie de l'UE



Fin décembre 2016, c'est-à-dire à mi-parcours de sa période d'investissement, le Fonds européen pour les investissements stratégiques était sur les rails. Le volume des investissements que ce Fonds devrait mobiliser avec les opérations approuvées était de 163,9 milliards d'EUR (et, à la mi-mai 2017, a atteint plus de 190 milliards d'EUR dans tous les États membres de l'UE), soit plus de la moitié de l'objectif

de 315 milliards d'EUR fixé pour la mi-2018³⁵. Ces investissements sont répartis entre les deux volets de l'EFIS, comme suit:

- dans le cadre du volet «Infrastructures et innovation», la Banque européenne d'investissement a approuvé 175 projets pour une valeur d'investissement d'environ 94,4 milliards d'EUR, le financement de la Banque européenne d'investissement soutenu par la garantie de l'Union au titre du Fonds européen pour les investissements stratégiques devant s'élever à 22,4 milliards d'EUR. Ces projets sont situés dans 25 États membres, de sorte que le cap des 20 pays en 2016 a été dépassé.
- Dans le cadre du volet «Petites et moyennes entreprises», 244 opérations ont été approuvées par le Fonds européen d'investissement, pour une valeur d'investissement totale de 69,5 milliards d'EUR. Dans tous les États membres, plus de 380 000 petites et moyennes entreprises et sociétés de taille intermédiaire devraient en bénéficier.

Les projets financés par le Fonds européen pour les investissements stratégiques sont variés; i) un plan de logements abordables en Pologne, qui prévoit la construction de 1 300 maisons à un coût abordable, ii) la construction de quatorze centres de soins de santé primaires dans toute l'Irlande, iii) la construction de deux centrales de cogénération à biomasse, qui permettra d'améliorer la sécurité énergétique et l'approvisionnement d'électricité et iv) le déploiement d'un nouveau réseau à large bande et très haut débit dans quelque 700 communes d'Alsace, en France. Tous les projets sont indiqués sur la carte de projets du Fonds européen pour les investissements stratégiques à l'adresse suivante: <http://www.eib.org/efsi/map/index.htm>

L'évaluation de la première année du Fonds européen pour les investissements stratégiques³⁶ a

Horizon 2020

État d'avancement de la mise en œuvre

En réponse à un appel à propositions, les parties intéressées peuvent soumettre une proposition de financement, qui est évaluée par des experts indépendants.

À la fin de l'année 2016, plus de 102 000 propositions éligibles avaient été soumises dans le cadre d'appels

montré que la garantie de l'Union avait été un moyen efficace et efficient d'accroître le volume des activités spéciales de la Banque européenne d'investissement et des garanties du Fonds européen d'investissement en faveur des petites et moyennes entreprises et des sociétés de taille intermédiaire. Toutefois, de nouveaux modèles de coopération avec des banques nationales de développement ou d'autres intermédiaires financiers devraient être élaborés pour faciliter le déploiement d'instruments de partage des risques et du financement subordonné dans le cadre du volet «Infrastructures et innovation». Tandis que la garantie de l'Union a permis à la Banque européenne d'investissement d'entreprendre des activités plus risquées, l'évaluation a permis de constater que le Fonds européen pour les investissements stratégiques n'était pas conçu pour couvrir les tranches de premières pertes sur les plateformes d'investissement remédiant à de graves défaillances du marché. Par conséquent, la Banque européenne d'investissement a été moins à même de fournir des financements à long terme, à taux fixe, dans certains pays non membres de la zone euro, où les marchés financiers sont moins développés.

La Commission s'emploie également à combiner le Fonds européen pour les investissements stratégiques à d'autres financements européens.

L'instrument de prêt du mécanisme pour l'interconnexion en Europe en est un exemple. Il a permis de tester de nouveaux produits financiers pour le transport durable, tels que le programme «Green Shipping Guarantee»³⁷ lancé en 2016, qui sera étoffé par une enveloppe du Fonds européen pour les investissements stratégiques, susceptible de mobiliser 3 milliards d'EUR d'investissements pour doter les navires de technologies propres. La phase pilote du programme — qui devrait atteindre un montant de 250 millions d'EUR — sera financée par l'instrument de prêt du mécanisme pour l'interconnexion en Europe, tandis que le reste du programme (jusqu'à 500 millions d'EUR) est financé par le Fonds européen pour les investissements stratégiques.

Horizon 2020. Plus de 11 000 conventions de subvention totalisant 49 000 participations avaient été signées, ce qui correspond à un investissement de l'UE d'environ 20,5 milliards d'EUR dans la recherche et l'innovation. Le taux de réussite des propositions est resté faible, atteignant près de 12 % (contre 19 % dans le précédent programme de recherche de l'UE); à peine un peu plus d'un quart des propositions a été évalué favorablement et retenu

en vue d'un financement, ce qui témoigne du grand intérêt suscité par le programme et du caractère concurrentiel du processus de sélection.

Malgré ce faible taux de réussite, on compte environ 52 % de nouveaux venus qui n'avaient pas participé au précédent programme de recherche, le septième programme-cadre (7^e PC).

102 000 propositions éligibles
Taux de réussite inférieur à 12 %
11 108 subventions signées
Participants provenant de 131 pays

Pendant les trois premières années de sa mise en œuvre, le programme «Horizon 2020» a profité à des participants de 131 pays (dont 87 pays tiers). 92,9 % des financements ont été accordés à des pays de l'UE-28, 6,5 % à des pays associés et 0,6 % à des pays tiers.

L'externalisation de la gestion du programme, la simplification et la création du centre d'appui commun ont eu une incidence positive sur l'efficacité d'Horizon 2020. L'effort de simplification a permis de raccourcir considérablement le délai d'octroi des subventions, qui est désormais de 192 jours en moyenne, soit une réduction de plus de 100 jours par rapport au septième programme-cadre. L'externalisation a augmenté le rapport coût-efficacité, comparé au septième programme-cadre: les dépenses administratives du programme Horizon 2020 restent en-deçà des niveaux observés dans le septième programme-cadre et inférieures à 5 % du budget total d'Horizon 2020. La poursuite de la simplification du programme Horizon 2020 reste une priorité pour garantir que le programme attire les meilleurs chercheurs et innovateurs. Un nouveau train de mesures de simplification, à appliquer à partir de 2017, réduira les frais administratifs des participants et contribuera à éviter les erreurs de comptabilité. En outre, ces mesures amélioreront les conditions de financement des chercheurs bénéficiant d'une aide financière de l'UE dans les pays où la disparité entre les projets nationaux et les projets de l'UE avait créé un obstacle pour les chercheurs. Elles ouvriront également la voie à de nouvelles mesures de simplification dans le prochain programme-cadre de recherche.

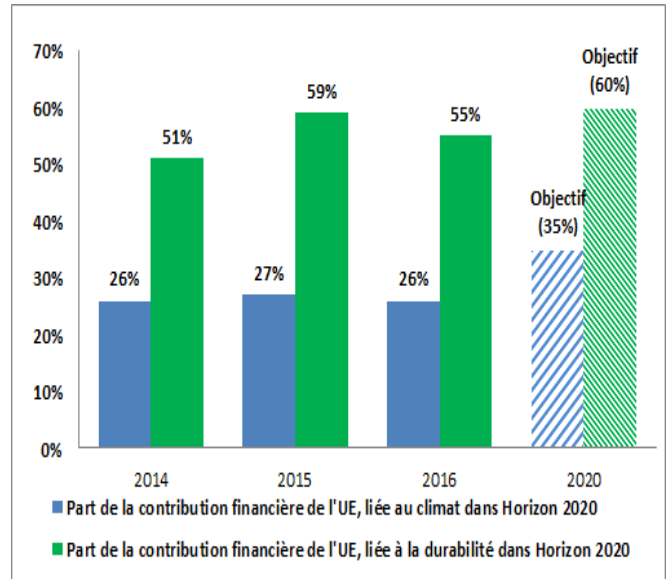
Résultats

Le programme Horizon 2020 a été lancé en 2014 et les premiers projets n'ont été signés que vers la fin de cette même année. Ce n'est donc qu'en 2017 que l'on disposera d'un volume significatif de données concernant les activités des projets en cours d'exécution. Néanmoins, certains résultats montrent que la mise en œuvre du programme Horizon 2020 est bien avancée et que ses objectifs sont en passe d'être atteints.



Contribuer à la lutte contre le changement climatique, à la biodiversité et au développement durable

La contribution à la lutte contre le changement climatique et au développement durable a sensiblement augmenté dans le cadre d'Horizon 2020, comparé au septième programme-cadre. Il ressort des résultats préliminaires pour la période 2014-2016 que l'objectif de 60 % des dépenses en faveur du développement durable peut être atteint, mais que les dépenses consacrées à la lutte contre le changement climatique sont actuellement inférieures à l'objectif de 35 %. Ce dernier fera l'objet d'une attention particulière — et d'une enveloppe — dans le programme de travail 2018-2020.



Graphique: Dépenses liées au climat et à la durabilité dans le cadre d'Horizon 2020 (montants cumulés)

PROMOTioN

Le projet PROMOTioN («Progress on Meshed HVDC Offshore Transmission Networks») étudie les avantages, pour le marché européen de l'électricité, d'un réseau de transport maillé en mer et il vise à développer des technologies CCHT (courant continu à haute tension) qui raccorderont des parcs éoliens en mer du Nord aux réseaux terrestres de différents pays. Il s'agit actuellement du plus grand projet énergétique du programme Horizon 2020, la contribution de l'UE s'élevant à 39,3 millions d'EUR sur quatre ans. Ce projet compte 34 partenaires issus de 11 pays, y compris tous les principaux fabricants dans le secteur du CCHT, les gestionnaires de réseaux de transport (GRT) liés à la mer du Nord, plusieurs fournisseurs d'éoliennes, des promoteurs de l'éolien en mer, d'éminents universitaires et des entreprises.

Efficacité: le projet répond à un défi transnational: raccorder des parcs éoliens en mer à des réseaux terrestres dans différents pays européens.

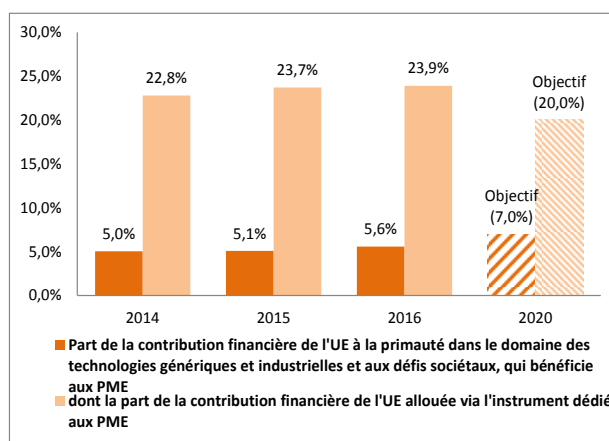
Efficience: une étude menée en 2014³⁸ a montré qu'une approche coordonnée au niveau de l'UE sur cette question entraînerait une réduction importante des coûts d'infrastructure totaux et des émissions de CO₂. Le projet devrait permettre d'y parvenir partiellement. Il a une incidence sur l'environnement parce qu'il permet une plus grande intégration de l'énergie éolienne, minimisant ainsi l'impact sur le milieu marin. En outre, les innovations en matière de composants, la taille et le poids réduits des stations de conversion en mer et les liquides d'isolation biodégradables contribuent également à diminuer les incidences du réseau sur l'environnement.

Synergie: les grands acteurs de l'industrie européenne dans le domaine du CCHT sont représentés dans le consortium PROMOTioN. Ce projet renforcera encore la prééminence mondiale de l'Europe en tant que centre de connaissances sur le CCHT, en visant des niveaux de maturité technologique (TRL) plus élevés pour les futures innovations dans les technologies CCHT et, ce faisant, créera des emplois en Europe.

<https://www.promotion-offshore.net/>

Mobiliser les entreprises et encourager leur participation

Les petites et moyennes entreprises ont reçu jusqu'à présent plus de 3 milliards d'EUR de financement. L'objectif fixé par le Parlement européen et le Conseil, selon lequel au moins 20 % du budget affecté aux priorités «Défis sociétaux» et «Primauté dans le domaine des technologies génériques et industrielles» devraient bénéficier aux petites et moyennes entreprises, a été dépassé de près de 4 points de pourcentage. Le programme Horizon 2020 a introduit un nouvel instrument de financement spécialement conçu pour les petites et moyennes entreprises innovantes. L'intérêt que suscite cet instrument dans de nombreux petits États membres témoigne de son accessibilité. Conformément à l'objectif de 7 % pour l'ensemble de la période (comme établi par les co-législateurs), 5,6 % de ce budget combiné ont déjà été consacrés au soutien direct des petites et moyennes entreprises par l'intermédiaire de l'instrument dédié aux PME³⁹. Cette catégorie d'entreprises a représenté environ 21 % de toutes les participations, sur l'ensemble du programme Horizon 2020.



Graphique: part allouée via l'instrument dédié aux PME dans la part des financements accordés aux petites et moyennes entreprises dans le cadre des priorités «Défis sociétaux» et «Primauté dans le domaine des technologies génériques et industrielles» d'Horizon 2020.

La participation des entreprises – qu'il s'agisse des propositions soumises ou des projets sélectionnés – a évolué selon une tendance très encourageante ces deux dernières années. 5 399 conventions de

subvention avec au moins une entreprise participante par convention ont déjà été signées⁴⁰, ce qui représente une contribution financière de l'UE de 45,7 milliards d'EUR.

Le projet pilote «Voie express pour l'innovation» – lancé en 2015 pour permettre l'introduction sur le marché d'innovations proches du marché réalisées par des consortiums – a reçu un accueil positif de la part des entreprises: 46 projets et 204 entités ont été retenus en vue d'un financement, avec une contribution de l'UE de 98,7 millions d'EUR. Environ 75 % des entités sélectionnées étaient issues de l'industrie et 63 % d'entre elles étaient des petites et moyennes entreprises. Toutefois, compte tenu d'un taux de réussite de 5 % sur la base du nombre de propositions, la poursuite du projet pilote «Voie express pour l'innovation» nécessiterait que l'on envisage des financements supplémentaires.

Enfin, les instruments financiers revêtent déjà une importance accrue en raison de leur effet de levier sur les ressources destinées à l'investissement public, de leur capacité à combiner différentes formes de ressources publiques et privées, ainsi que de leur viabilité financière à long terme. Plus de 5 700 entreprises innovantes, principalement des petites et moyennes entreprises et des petites entreprises de taille intermédiaire, ont bénéficié d'un financement de plus de 8 milliards d'EUR provenant des instruments financiers du programme Horizon 2020. Ce soutien

financier a permis de dégager plus de 20 milliards d'EUR d'investissements supplémentaires dans l'ensemble de l'UE et dans des pays associés. La mise en place rapide des instruments financiers d'Horizon 2020 a été possible grâce à une forte demande de la part des entreprises innovantes et grâce aux synergies établies avec le plan d'investissement pour l'Europe / Fonds européen pour les investissements stratégiques, qui fournit des ressources supplémentaires aux activités de recherche et d'innovation. 21 % des opérations du Fonds européen pour les investissements stratégiques approuvées par la Banque européenne d'investissement à ce jour concernent le secteur de la recherche, du développement et de l'innovation, et les deux tiers de ces projets ont une forte composante de recherche, développement et innovation.

Les communautés de la connaissance et de l'innovation (CCI) financées par l'Institut européen d'innovation et de technologie ont rassemblé près de 1 000 organismes des domaines de l'éducation, de l'entreprise et de la recherche.

Elles ont créé plus de 300 jeunes pousses qui emploient environ 5 500 personnes et ont attiré plus de 500 millions d'EUR d'investissements extérieurs.

Renforcer et étendre l'excellence de la science de l'UE

En 2016, les actions Marie Skłodowska-Curie (AMSC) ont célébré leur 20^e anniversaire et leur 100 000^e boursier. Entre 2014 et 2016, le programme a apporté un soutien financier à 25 000 chercheurs (environ 11 000 doctorants).

En 2015, plus de 33 000 chercheurs⁴¹ ont eu accès à des infrastructures de recherche, y compris les infrastructures en ligne, grâce au soutien de l'Union. Les infrastructures de recherche paneuropéennes offrent des technologies de plus en plus avancées qui ne peuvent être hébergées que sur des plateformes à grande échelle combinant, d'une part, recherche et développement et, d'autre part, intégration et validation.

De plus, le prix Nobel de chimie a été attribué conjointement à trois lauréats (Jean-Pierre Sauvage, Sir J. Fraser Stoddart et Bernard L. Feringa) qui, depuis le 4^e programme-cadre de recherche (4^e PC), avaient participé à plusieurs projets financés par l'UE, dont les actions Marie Skłodowska-Curie et les bourses du Conseil européen de la recherche.

25 000 chercheurs MSC (dont 11 000 doctorants)

Prix Nobel de chimie attribué conjointement à 3 lauréats ayant bénéficié d'aides financières depuis le quatrième programme-cadre de recherche

Plus de 33 000 chercheurs ont eu accès à des infrastructures de recherche financées par l'UE

Le programme Horizon 2020 est également mis en œuvre dans le cadre de partenariats visant à relever les plus grands défis, à soutenir la compétitivité des secteurs sources d'emplois de qualité, à encourager le secteur privé à investir davantage dans la recherche et l'innovation et à développer des synergies plus étroites avec des programmes nationaux et régionaux.

Sept partenariats public-privé (PPP) portent sur des technologies stratégiques qui soutiennent la croissance et la création d'emplois dans les secteurs-clés européens relevant de domaines tels que la médecine innovante, l'électronique, les piles à

combustible et hydrogène, l'électronique, l'aéronautique et les bio-industries. L'«effet de levier» fournit une mesure concrète pour évaluer la valeur ajoutée européenne de l'entreprise commune⁴². Selon les premières estimations, les entreprises communes sont en passe d'atteindre, voire de dépasser dans certains cas, l'effet de levier minimal légalement prévu. À mesure qu'augmentera le nombre de conventions de subvention signées, il sera possible d'établir de manière plus précise l'effet de levier. Toutefois, il y a lieu de souligner que l'effet de levier global ne pourra être évalué qu'à la fin du programme. De nouveaux investissements sont mobilisés au moyen de partenariats public-privé contractuels actifs dans des domaines tels que les usines du futur, la robotique et les véhicules verts, ainsi que la cybersécurité, dont le partenariat a été signé au début du mois de juillet 2016.

Nouvelles possibilités de mobilisation: 5 700 entreprises innovantes ont reçu plus de 8 milliards d'EUR provenant des instruments financiers. Cela a généré plus de 20 milliards d'EUR d'investissements dans des projets innovants.

COSME

Le programme COSME vise à renforcer la compétitivité et la viabilité des entreprises de l'Union, en particulier des petites et moyennes entreprises, en facilitant l'accès au financement (60 % du budget) et l'accès aux marchés (21,5 % du budget). Les 18,5 % restants sont destinés à encourager la culture entrepreneuriale et à promouvoir la création de petites et moyennes entreprises et leur croissance.

Accès au financement pour les petites et moyennes entreprises:

les instruments financiers de COSME s'appuient sur le succès des instruments financiers mis en place dans le programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité (PIC) 2007-2013, qui a permis de mobiliser plus de 21 milliards d'EUR de prêts et 3 milliards d'EUR de capital-risque pour plus de 387 000 petites et moyennes entreprises en Europe⁴³.

Le programme COSME comporte un mécanisme de garantie de prêts pour les intermédiaires financiers qui financent des petites et moyennes entreprises présentant un profil de risque plus élevé, sans quoi, celles-ci ne seraient pas en mesure d'obtenir un financement. La mise en œuvre de ce mécanisme est

en bonne voie. Fin 2016, 67 accords au total ont été signés pour des garanties de prêts à hauteur de 612 millions d'EUR.



Grâce à ces accords, au 31 décembre 2016, plus de 143 000 petites et moyennes entreprises ont déjà bénéficié de financements pour un montant supérieur à 5,5 milliards d'EUR au titre du mécanisme renforcé de garantie de prêts⁴⁴. 91 % de ces petites et moyennes entreprises comptent moins de 10 salariés et environ 40 % ont été créées il y a moins de cinq ans. Ces petites et moyennes entreprises sont situées dans 21 pays.

Comme le montrent les estimations actuelles dans le tableau ci-dessous, les caps prévus pour 2017 seront dépassés, en partie grâce à l'aide fournie dans le cadre du Fonds européen pour les investissements stratégiques:

	Nombre de petites et moyennes entreprises bénéficiant d'un financement par l'emprunt	Financements mobilisés au titre de garanties
Cap pour le 31.12.2017	108 000-161 000	7-10,5 milliards d'EUR
Situation au 31.12.2016 ⁴⁵	143 000	5,5 milliards d'EUR

Outre les garanties de prêts, le programme COSME comporte également une facilité «capital-risque». Compte tenu des spécificités du marché du capital-investissement et du capital-risque, la facilité «capital-risque» a démarré plus lentement, les premiers accords de financement ayant été signés à la fin de l'année 2015. Fin 2016, neuf accords ont été signés (dont un soumis à conditions). Conformément à ces accords, un total de 471 millions d'EUR sera investi dans les petites et moyennes entreprises, dans leur phase de croissance et d'expansion. À l'heure actuelle, 64 millions d'EUR ont été investis dans douze petites et moyennes sociétés situées dans sept États membres.

Faciliter l'internationalisation des petites et moyennes entreprises et l'accès au marché:

plus des deux tiers du budget du programme COSME dédié à l'accès aux marchés sont consacrés au réseau Enterprise Europe Network (EEN), qui aide les petites et moyennes entreprises à s'internationaliser, notamment en trouvant des partenaires commerciaux et technologiques à l'étranger. Le réseau regroupe désormais 479 organisations au sein de l'Union et 85 dans huit pays participant à COSME. Parmi elles, 20 % sont de nouvelles organisations. Avec 5 088 partenariats

signés entre des petites et moyennes entreprises, le réseau a dépassé ses objectifs au cours des deux premières années. En outre, le réseau aide activement les petites et moyennes entreprises à tirer le meilleur parti du marché intérieur en leur fournissant des informations, des conseils et des services d'intermédiation: 56 244 services de conseil ont été fournis et 21 676 clients ont participé à des actions d'intermédiation et missions de prospection.

Depuis son lancement, le programme Erasmus pour jeunes entrepreneurs (EYE), relevant du programme COSME, comptabilise 4 600 échanges entre nouveaux entrepreneurs et entrepreneurs expérimentés.

L'évaluation du programme réalisée en 2014 permettait déjà de conclure à l'efficacité du concept général pour répondre aux besoins des entrepreneurs sur le marché européen. Environ 36,5 % des participants au programme Erasmus pour jeunes entrepreneurs ont créé une entreprise pendant la période de référence; de plus, 30 % des nouveaux entrepreneurs⁴⁶ et 56 % des entrepreneurs d'accueil⁴⁷ ayant répondu à l'enquête ont recruté après avoir participé au programme Erasmus pour jeunes entrepreneurs.

Galileo et EGNOS – Les programmes de navigation par satellite de l'UE

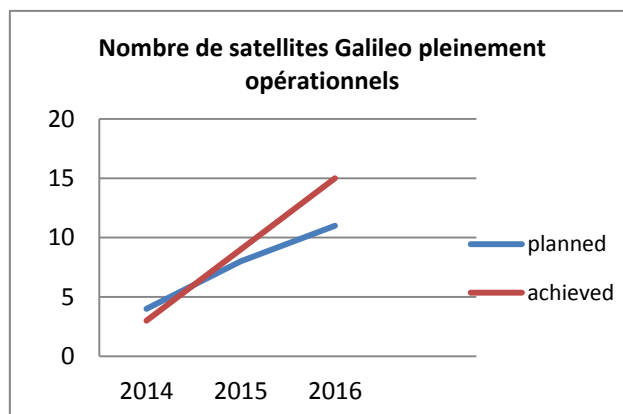


L'Europe développe son propre système mondial de navigation par satellite dans le cadre des programmes Galileo et EGNOS (système européen de navigation par recouvrement géostationnaire), qui fournissent un service de positionnement global très précis, sous contrôle civil. Compte tenu des perspectives économiques considérables qu'offrent les nouvelles générations de services de radionavigation par satellite de hautes performances,

ces programmes contribuent à la création d'emplois et à la croissance en faisant en sorte que l'industrie de l'UE augmente sa part sur le marché en aval du système mondial de navigation par satellite (GNSS).

Progrès réalisés dans la mise en œuvre

En ce qui concerne le déploiement d'infrastructures spatiales, six satellites Galileo ont été lancés avec succès en 2016. En particulier, quatre satellites de navigation ont été lancés pour la première fois simultanément. Il s'agit là d'une grande réussite pour Galileo, dont le déploiement rapide est un phénomène relativement nouveau dans le monde de la navigation par satellite. Les progrès sont illustrés dans le graphique ci-dessous, qui compare les objectifs prévus et les objectifs atteints en ce qui concerne le développement de l'infrastructure Galileo⁴⁸.



Graphique: Nombre de satellites Galileo pleinement opérationnels

Fin 2016, les services initiaux Galileo ont été déclarés opérationnels et toutes les conditions nécessaires à la prestation des services étaient remplies.

Les services de Galileo:

- un service ouvert (dit «Open Service» ou OS) gratuit pour les utilisateurs, qui fournit des informations de positionnement et de synchronisation, destiné principalement aux applications de masse de la radionavigation par satellite;
- une contribution, au moyen de l'OS de Galileo, aux services de contrôle d'intégrité destinés aux utilisateurs d'applications de sauvegarde de la vie, conformément aux normes internationales;
- un service commercial (SC) permettant le développement d'applications à des fins professionnelles ou commerciales grâce à des performances accrues et à des données d'une valeur ajoutée supérieure à celles procurées par l'OS;
- un service public réglementé (SPR) réservé aux utilisateurs autorisés par les gouvernements, pour les applications sensibles qui exigent un niveau élevé de continuité du service;
- une contribution au service de recherche et de sauvetage (SRS) du système COSPAS-SARSAT en détectant les signaux de détresse transmis par des balises et en renvoyant des messages à celles-ci.

Le positionnement du système européen Galileo sur le marché mondial de la navigation par satellite est désormais assuré, alors que le renforcement des systèmes américain et russe est en cours et que le système chinois se développe rapidement. La première étape vers la réalisation de la pleine capacité opérationnelle est ainsi atteinte. Les services initiaux Galileo sont entièrement interopérables avec le GPS, et l'utilisation combinée des deux systèmes apportera de nombreux

avantages à l'utilisateur final. Grâce aux satellites plus nombreux, les utilisateurs finaux recevront un positionnement plus précis et plus fiable. La navigation dans les villes, où les signaux des satellites peuvent souvent être bloqués par de hauts bâtiments, tirera particulièrement avantage de la précision accrue du positionnement.

La déclaration de services initiaux a eu des effets très positifs sur l'adoption des services Galileo. Toute une palette de produits compatibles avec Galileo est désormais sur le marché⁴⁹. Depuis la déclaration de services initiaux Galileo en 2016, les fabricants de puces et de récepteurs et les concepteurs d'applications peuvent utiliser les signaux Galileo pour développer leurs activités, et un certain nombre de dispositifs conçus pour fonctionner avec Galileo sont déjà présents sur le marché⁵⁰. Ces projets se sont d'ores et déjà traduits par la mise sur le marché de 13 innovations, par 5 brevets, 34 prototypes avancés, 2 produits présents sur le marché et 223 articles scientifiques publiés. Le marché mondial des systèmes de navigation par satellite devrait passer de 5,8 milliards de récepteurs en service en 2017 à 8 milliards d'ici à 2020, selon des estimations. En 2016, la pénétration sur le marché a continué de faire l'objet d'une évaluation circonstanciée. En ce qui concerne la pénétration de la technologie, le pourcentage de modèles de récepteurs compatibles avec Galileo a augmenté, passant de 25 % en 2012 à

35 % en 2014 et s'élève actuellement à près de 40 %.

Pour EGNOS, le taux s'élevait à 63 % en 2015 et a atteint 75 % en 2016. Dans le secteur de l'agriculture, 80 % des tracteurs équipés du système mondial de navigation par satellite étaient compatibles avec EGNOS⁵¹. Fin 2016, on comptait 219 aéroports compatibles avec EGNOS et 401 procédures basées sur EGNOS dans 20 pays d'Europe. S'agissant du transport routier, 1,1 million de poids lourds ont utilisé EGNOS pour les péages.

Les trois services d'EGNOS

Service ouvert («Open Service» ou OS): service ouvert et gratuit pour les services de positionnement et de datation (depuis 2009).

Sauvegarde de la vie («Safety of Life» ou SoL): pour les applications de transport critiques sur le plan de la sécurité, telles que dans l'aviation civile, qui nécessitent un système d'alerte relatif à l'intégrité (depuis 2011).

Service d'accès aux données EGNOS (EDAS): service commercial terrestre destiné à fournir le signal EGNOS via l'internet aux utilisateurs enregistrés qui ne sont pas dans le champ de vision des satellites EGNOS (depuis 2012).

Copernicus

Copernicus a pour vocation de combler les lacunes dans les capacités européennes d'observation de la Terre et dans leur utilisation, ainsi que de garantir aux institutions et aux entreprises européennes un accès indépendant aux informations et aux données d'observation de la Terre. Pour y parvenir, trois composantes sont financées:

1. La composante spatiale, qui inclut l'acquisition, le lancement et l'exploitation des satellites Sentinel ainsi que l'exploitation du segment sol.
2. La composante in situ, qui soutient la composante spatiale et offre un accès aux données produites par un réseau de systèmes nationaux d'observation de la Terre pour générer des produits Copernicus pour la composante «services».
3. La composante «services», qui fournit gratuitement des données et des produits adaptés aux besoins d'un large éventail d'utilisateurs.

En ce qui concerne le déploiement des infrastructures, 5 satellites Sentinel ont été lancés

avec succès et sont actuellement en orbite: les satellites Sentinel 1A et 1B (en orbite polaire, imagerie radar tout temps, jour et nuit), Sentinel 2A et 2B (en orbite polaire, imagerie optique multispectrale à haute résolution) et Sentinel 3A (mission de surveillance des paramètres maritimes et terrestres à l'aide de données optiques et altimétriques). En parallèle, les segments sol pour la réception, le traitement, la diffusion et l'archivage des données ont été renforcés de manière à gérer efficacement les quantités inédites de données.

Pour mieux atteindre les utilisateurs finaux, six services de base ont été élaborés ou sont en cours d'élaboration dans différents domaines. La mise en œuvre des six services de base Copernicus profite directement au secteur des prestataires de services (petites et moyennes entreprises européennes) et crée de la croissance et des emplois. En outre, Copernicus a encore procuré des avantages directs considérables à l'industrie spatiale européenne en 2016 puisque, actuellement, plus de 230 fournisseurs, dont 48 petites et moyennes entreprises, bénéficient de contrats financés par l'UE pour un montant de 530 millions d'EUR.

En 2016, la Commission a lancé une stratégie globale visant à promouvoir l'utilisation des données Copernicus et à favoriser l'ouverture de nouvelles perspectives économiques grâce aux données spatiales. En parallèle, la Commission a poursuivi sa coopération avec les partenaires internationaux afin de promouvoir l'adoption de Copernicus à l'échelle mondiale. Des accords en matière de partage des données et d'accès aux données Copernicus ont déjà été signés avec les États-Unis et l'Australie.

Copernicus a déjà fourni des données d'observation lors de catastrophes naturelles. En 2016, le service de gestion des situations d'urgence a été activé à 38 reprises et a produit 33 cartographies rapides et 5 cartographies des risques et de réhabilitation. Les activations ont porté pour l'essentiel sur des inondations et des incendies en Europe. Les activations internationales lors de catastrophes majeures ont concerné notamment les tremblements de terre en Équateur (avril 2016) et au Cap Vert (août 2016), les coulées de boue au Tadjikistan (mai 2016) et les cyclones tropicaux aux îles Fidji (février 2016) et à Taïwan (juillet et septembre 2016).

Parmi d'autres réalisations remarquables, il convient

ITER

ITER est un projet international dont l'objectif est de faire progresser la science de la fusion et auquel l'UE participe. Les risques et les complications rencontrés par ce projet, notamment en termes de retards, de dépassement des coûts et de gouvernance en général sont en grande partie liés à la nature inédite intrinsèque du projet, qui va au-delà de l'état actuel des connaissances sur la technologie de la fusion, et à la gouvernance complexe du consortium mondial qui le dirige.

En 2015, le conseil ITER a approuvé un plan d'action de l'organisation ITER visant à répondre aux difficultés du projet. Parmi les principales actions de ce plan figurait la révision du calendrier du projet à

de citer le service Copernicus de surveillance du milieu marin (CMEMS) qui devient pleinement opérationnel et fournit des produits à forte valeur ajoutée, notamment par sa contribution au développement des énergies renouvelables en mer, l'utilisation durable des ressources marines (pêche, biodiversité) et la lutte contre la pollution. Le nombre d'utilisateurs accédant régulièrement aux produits proposés par le service Copernicus de surveillance du milieu marin n'a cessé de croître et atteint d'ores et déjà le seuil des 8 600 utilisateurs enregistrés (contre 5 000 en 2015), la majorité d'entre eux provenant des pays côtiers de l'Union, mais aussi de 120 autres pays du monde entier.

Sentinel 2B au service de la politique agricole de l'UE

Les images satellites gratuites fournies par Copernicus révéleront les changements qui se produisent au fil du temps et, grâce à une couverture complète de la Terre, permettront des comparaisons avec des relevés antérieurs. En analysant les types de cultures, l'administration peut vérifier si un agriculteur bénéficiant de «paiements verts» a conservé ses prairies permanentes ou a diversifié ses cultures. Les données de Copernicus offrent la possibilité de passer des contrôles de conformité sur le terrain au suivi automatisé et à distance des résultats des politiques menées, ce qui concourt à la simplification, à la rentabilité et à l'obtention de meilleurs résultats.

En outre, les secteurs en amont et en aval ainsi que les organisations non gouvernementales auront un accès gratuit aux données ouvertes pour évaluer les perspectives économiques ou pour un suivi indépendant des politiques menées.

long terme et des coûts y afférents, qui s'est achevée avec succès en novembre 2016. Le nouveau calendrier suit l'approche dite «par étapes», recommandée par des experts indépendants en avril 2016, qui est d'abord axée sur la construction des composants qui sont essentiels pour atteindre le stade du premier plasma en 2025, puis suivie d'une série de phases d'installation et d'essais avant le stade de la pleine exploitation (deutérium-tritium) en 2035.

La construction d'ITER nécessite plus de 10 millions de composants fabriqués dans le monde entier. Environ 75 % des investissements dans ITER sont consacrés à l'acquisition de nouvelles connaissances

et au développement de nouveaux matériaux et technologies de pointe, offrant à l'industrie et aux petites et moyennes entreprises européennes une occasion unique d'innover et de développer des produits «spin off» dans des secteurs ne relevant pas d'ITER, tels que le secteur de l'énergie en général, l'aviation et les instruments de haute technologie tels que les scanners à résonance magnétique nucléaire. On peut notamment citer comme exemple de réussite la fabrication des supraconducteurs et des modules d'enroulement (winding packs) en Europe pour les bobines de champ toroïdal d'ITER, ce qui constitue une avancée technologique majeure car on n'avait encore jamais produit de modules d'enroulement de cette taille.

Un total de 108 accords de passation de marchés sur 136 ont été signés par l'organisation ITER pour les différents lots de travaux de construction du réacteur, soit 91,1 % de la valeur totale du projet en nature. Cela signifie qu'une part non négligeable de l'activité d'ITER est désormais entre les mains de ses membres, qui fourniront les pièces. L'entreprise commune européenne pour ITER (F4E), chargée d'acheminer la contribution européenne à l'organisation ITER, a désormais passé la plupart des

contrats de valeur (plus de 100 millions d'EUR). Au 31 décembre 2016, l'entreprise commune européenne pour ITER (F4E) avait signé 1 015 contrats liés aux marchés opérationnels et 156 subventions pour un total d'environ 3,1 milliards d'EUR (valeur de 2008).

Parallèlement au plan d'action de l'organisation ITER, le conseil de direction de l'entreprise commune européenne (F4E) a approuvé, en mars 2015, un plan d'action visant à améliorer son fonctionnement et répondant également aux observations soulevées par le Parlement européen et la Cour des comptes dans leurs rapports sur la décharge 2013. Ce plan d'action est en cours de mise en œuvre.

Par ailleurs, en réponse à un audit du service d'audit interne de la Commission réalisé en 2016 sur la surveillance du projet ITER par la Commission, le service compétent de cette dernière a établi un plan d'action qui vise à renforcer sa participation à la gouvernance et à la surveillance du projet ITER dans son ensemble et, en particulier, à développer davantage la surveillance de l'entreprise commune européenne pour ITER (F4E).

Erasmus+

Le programme Erasmus+ a entamé sa troisième année de mise en œuvre et est entré dans une phase de stabilité accrue par rapport aux années précédentes. Les modifications des règles du programme ont été réduites au minimum pour permettre aux parties prenantes potentielles de se familiariser davantage avec l'architecture du programme et de tirer ainsi pleinement parti de toutes les possibilités offertes par Erasmus+.

Erasmus+ est en passe d'atteindre son objectif de 4 millions de participants d'ici à 2020. Fin 2016, la plupart des projets (87 %) étaient encore en cours, avec plus de 2 millions de participants et 168 000 organisations engagées dans les projets⁵². Ce programme de l'UE a permis à quelque 497 000 jeunes d'étudier, de se former, de faire du bénévolat ou de participer à des échanges à l'étranger. Son impact positif a fait l'objet d'une évaluation: selon plusieurs rapports de la Commission⁵³, les étudiants Erasmus ont non seulement plus de chances d'avoir un emploi que leurs condisciples non mobiles, mais ils sont également plus susceptibles d'obtenir des postes d'encadrement. En moyenne, 64 % des étudiants Erasmus, contre 55 % de leurs condisciples non mobiles, occupent de tels postes cinq à dix ans après avoir obtenu leur diplôme. Cela est d'autant plus vrai pour les étudiants Erasmus des pays

d'Europe centrale et orientale, où environ 70 % d'entre eux exercent des fonctions d'encadrement⁵⁴.

Cinq banques⁵⁵ et une université ont jusqu'à présent signé le programme de prêts Erasmus+ pour les masters⁵⁶, avec la participation du Fonds européen d'investissement. Fin 2016, une enveloppe totale de 159 millions d'EUR de prêts étudiants était disponible pour environ 11 500 prêts aux étudiants en master, grâce à des accords de garantie pour un montant de 25,9 millions d'EUR. Le nombre de personnes interrogées était certes faible, mais les retours d'information parmi les bénéficiaires en 2015 étaient encourageants au vu des taux de satisfaction élevés (70 %). 70 % ont indiqué également qu'ils n'auraient pas pu préparer un master à l'étranger sans l'aide du programme de prêts; environ la moitié des bénéficiaires interrogés ont déclaré être les premiers dans leur famille à préparer un diplôme de l'enseignement supérieur. À ce stade précoce du programme, le niveau d'adhésion ne répond pas encore aux attentes; aussi le Fonds européen d'investissement et la Commission entendent-ils étendre la couverture géographique parmi les intermédiaires (banques et universités) et promouvoir le recours au programme auprès des étudiants mobiles en master.

Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE)



Le mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) finance des projets d'intérêt commun en faveur d'interconnexions au sein des réseaux transeuropéens dans les domaines du transport, de l'énergie et des technologies de l'information et de la communication.

*Dans le domaine du **transport**, 452 projets ont bénéficié d'un soutien pour un montant total de 19,4 milliards d'EUR d'investissements dans toute l'Europe.*

Les subventions accordées aux projets du réseau de transport transeuropéen (RTE-T) ont contribué à lancer de grands investissements dans les infrastructures en Europe, au service des objectifs généraux du mécanisme pour l'interconnexion en Europe, tels qu'établir les liaisons manquantes et supprimer les goulets d'étranglement. Voici quelques exemples:

*En juillet 2016, le premier projet ferroviaire du mécanisme pour l'interconnexion en Europe était consacré à l'amélioration de la sécurité sur la **ligne ferroviaire centrale en Pologne** et a été réalisé dans le cadre de la priorité «sûreté et sécurité» en matière d'infrastructures. Il consistait à supprimer deux passages à niveau sur des routes locales situées sur la ligne ferroviaire. Cette ligne ferroviaire fait partie du corridor de réseau central Baltique-Adriatique dans le centre de la Pologne. Ce projet a contribué à améliorer la sécurité et à éliminer des goulets d'étranglement; il a également permis d'accroître la vitesse à 200 km/h sur certains tronçons de la ligne. Il illustre parfaitement de quelle manière une action relativement modeste (valeur totale: 4,1 millions d'EUR, subvention du mécanisme pour l'interconnexion en Europe: 3,5 millions d'EUR) peut contribuer à la réalisation des objectifs politiques.*

*Contribution du mécanisme pour l'interconnexion en Europe au **tunnel ferroviaire de base du Brenner** — Long de 64 km, le tunnel ferroviaire de base du Brenner entre Innsbruck (Autriche) et Fortezza (Italie) sera le plus long tunnel ferroviaire à grande capacité du monde. Il renforcera considérablement la compétitivité du transport ferroviaire sur le tronçon stratégique Munich-Vérone et contribuera à l'amélioration du transfert modal dans cette région sensible des Alpes.*

*Dans le domaine de **l'énergie**, un montant de 1,18 milliard d'EUR a été alloué à 75 mesures.*

L'exemple suivant, financé dans le cadre du premier appel à propositions lancé en 2016, illustre bien la manière dont les principales priorités d'action et les questions transfrontières du mécanisme pour l'interconnexion en Europe sont abordées.

Construction de la première interconnexion gazière entre la Finlande et l'Estonie pour mettre fin à l'isolement énergétique (Balticconnector) — Le Balticconnector et le gazoduc entre la Pologne et la Lituanie, dont l'achèvement est prévu en 2020, permettront à la Finlande et aux États baltes de diversifier leurs sources et voies d'approvisionnement en gaz. Ces pays seront ainsi protégés d'éventuelles ruptures d'approvisionnement de leur actuel unique fournisseur. Le gazoduc se composera de trois tronçons: 22 km sur terre en Finlande, 80 km en mer et 50 km sur terre en Estonie. Il permettra le transport de 7,2 millions de mètres cubes de gaz par jour et les flux pourront circuler dans les deux sens. La subvention de 187 millions d'EUR couvre 75 % des coûts de construction.

Dans le domaine des **télécommunications**, le mécanisme pour l'interconnexion en Europe contribue à déployer des infrastructures de services numériques et des réseaux à haut débit dans l'ensemble de l'UE. Ces infrastructures de services numériques permettront à l'ensemble des citoyens, des entreprises et des administrations dans toute l'UE de tirer pleinement parti des avantages de vivre dans un marché unique numérique. Par exemple, lorsqu'un citoyen voyage à l'étranger, il pourra bénéficier de la continuité des soins en recourant aux services transfrontières pour accéder à ses informations cliniques. En 2016, le soutien aux infrastructures de services numériques s'est

poursuivi. Quatre appels à propositions ont été lancés et un financement de 26,2 millions d'EUR a déjà été alloué à 40 propositions dans le cadre du premier appel.

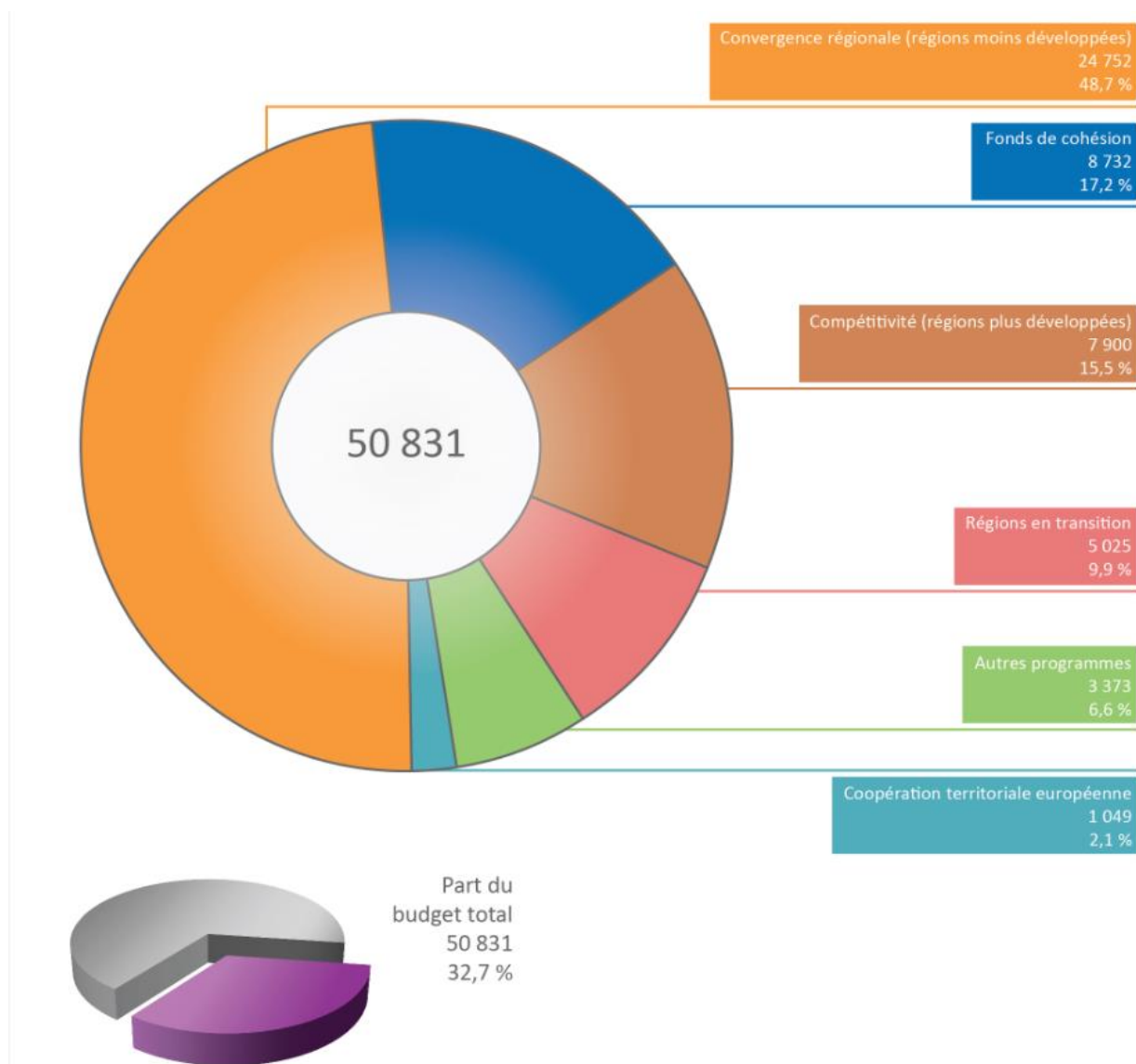
1.1.2. Résultats des programmes 2007-2013

La précédente édition du rapport annuel sur la gestion et la performance a communiqué des informations sur les principales évaluations ex post⁵⁷ pour les

programmes de la période 2007-2013 de la rubrique budgétaire 1A.

1.2. Cohésion économique, sociale et territoriale (rubrique budgétaire 1B)⁵⁸

Un montant de 50,8 milliards d'EUR a été alloué aux programmes de la rubrique 1B pour 2016, soit 32,7 % du budget total de l'UE pour la même année.



Graphique: haut - principaux programmes financés en 2016 au titre de la rubrique 1B/bas - part de la rubrique 1B dans le budget total pour 2016. Tous les chiffres sont exprimés en millions d'EUR.

La rubrique 1B couvre le «Fonds européen de développement régional» (FEDER), le «Fonds de cohésion» (FC), le «Fonds social européen» (FSE)⁵⁹ - y compris l'Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) (qui constitue une enveloppe spécifique complémentaire), ainsi que le «Fonds européen d'aide aux plus démunis» (FEAD). Tous ces programmes font l'objet d'une gestion partagée.

Soutien apporté par les programmes aux priorités de la Commission:

Le Fonds européen de développement régional, le Fonds de cohésion et le Fonds social européen constituent la politique de cohésion de l'UE et représentent un budget de 351,8 milliards d'EUR pour 2014-2020. La politique de cohésion est l'instrument d'investissement de l'UE le plus important en vue de réaliser les objectifs de la stratégie Europe 2020 en faveur de la croissance et de la création d'emplois au niveau de l'UE et des réformes structurelles au niveau national. Les interventions de la politique de cohésion contribuent à la réalisation de plusieurs des priorités de la Commission Juncker, notamment «l'emploi, la croissance et l'investissement», «le marché unique du numérique» et «l'Union de l'énergie et l'action pour le climat». La politique de cohésion concourt également au développement du marché intérieur ainsi qu'à plusieurs actions liées à la crise des réfugiés et des migrants.

La politique de cohésion pour la période 2014-2020 est en parfaite adéquation avec la stratégie Europe 2020 pour «une croissance intelligente, durable et inclusive». En investissant de manière stratégique dans la recherche et l'innovation et en soutenant la spécialisation intelligente, les petites entreprises et les technologies numériques, la politique de cohésion contribue aux objectifs de croissance intelligente de l'UE. Elle est également essentielle à la croissance durable de l'UE et contribue considérablement à guider l'Europe sur la voie d'une économie à faible intensité de carbone en finançant les investissements dans les secteurs de l'énergie, de l'environnement, de l'action pour le climat et des transports durables. En plus d'investir dans des infrastructures essentielles relevant de domaines tels que le haut débit, le transport ou l'approvisionnement en eau, pour n'en citer que quelques-uns, ou d'investir dans l'éducation et la formation, dans l'inclusion sociale et dans l'adaptabilité professionnelle de la main-d'œuvre européenne, la politique de cohésion soutient directement les entreprises dans l'ensemble de l'Europe afin de renforcer leur compétitivité et de les aider à développer des produits novateurs et à créer de nouveaux emplois. Les financements au titre de la cohésion représentent plus de 60 % du budget d'investissement public de plusieurs États membres et continuent de jouer un rôle pivot dans le soutien des stratégies d'investissement à long terme, soutenant les réformes structurelles, encourageant le financement du secteur privé, remédiant aux défaillances du marché et améliorant le climat d'investissement.

Tout au long de l'année 2016, les efforts visant à renforcer les liens entre les mécanismes de gouvernance économique de l'UE et la politique de cohésion se sont poursuivis. Les programmes de la politique de cohésion 2014-2020 tiennent compte des recommandations par pays⁶⁰ pertinentes formulées dans le cadre du semestre européen. L'analyse exécutée par la Commission en 2016 a débouché sur 66 recommandations par pays pertinentes en matière d'investissement (une augmentation par rapport aux 32 recommandations de ce type au cours de l'exercice 2015). Ces recommandations par pays actualisaient et adaptaient des recommandations formulées dans le cadre des exercices du semestre européen de l'année 2015 ou procédaient au réexamen de recommandations par pays formulées précédemment. Aucune des recommandations de 2016 ne rendait nécessaire la modification des programmes 2014-2020 récemment adoptés.

En 2016, un certain nombre de propositions et d'ajustements ont été présentés dans ce domaine. Ainsi, la Commission a adapté les montants alloués par État membre pour les années 2017 à 2020, portant l'augmentation totale à 4,6 milliards d'EUR pour la période 2017-2020, principalement au bénéfice de la Grèce, de l'Italie et de l'Espagne. Cette dotation supplémentaire devrait être affectée à l'emploi des jeunes, à la gestion des difficultés croissantes que soulève la crise des réfugiés et des migrants et à l'investissement en combinaison avec le Fonds européen pour les investissements stratégiques, en tenant compte des besoins spécifiques de chaque État membre et de la pertinence de ces priorités pour chacun d'eux.

En plus de cette adaptation, étant donné les défis économiques et sociaux actuellement rencontrés par certains États membres, plusieurs propositions ont été présentées, notamment les suivantes: i) la prorogation, décidée en 2016, de la période d'éligibilité pour la majoration de 10 % en ce qui concerne les États membres confrontés à des difficultés budgétaires temporaires. La date limite précédente (30 juin 2017) pour l'application d'un taux

de cofinancement de 85 % à tous les programmes opérationnels financés par le Fonds européen de développement régional (FEDER) et par le Fonds social européen (FSE) à Chypre a été reportée à la date de clôture des programmes, ii) la possibilité d'introduire, dans un programme opérationnel relevant du Fonds européen de développement régional, un axe prioritaire distinct pour les opérations de reconstruction. Le financement du Fonds européen de développement régional complétera l'aide apportée par le Fonds de solidarité de l'UE (FSUE) pour les travaux de reconstruction nécessaires à la suite de catastrophes naturelles majeures ou régionales; et iii) la mise en place du programme d'appui à la réforme structurelle (PARS), qui constituera un instrument intégré permettant d'aider les États membres à mettre en œuvre des réformes dans un large éventail de domaines thématiques liés au processus de gouvernance économique de l'UE et au droit de l'UE, y compris pour des réformes que les États membres considèrent comme relevant de leurs propres priorités.

1.2.1. État d'avancement des programmes 2014-2020

Les accords de partenariat introduits au cours de la période 2014-2020 se sont avérés être un instrument efficace permettant de réserver des financements aux priorités d'investissement de l'UE. D'après les conclusions de la Cour des comptes européenne, les nouveaux accords de partenariat montrent que la Commission et les États membres ont mieux centré les Fonds sur la croissance et l'emploi, ont mis en évidence les besoins en investissements et les ont traduits de manière satisfaisante en objectifs et en résultats à atteindre.⁶¹

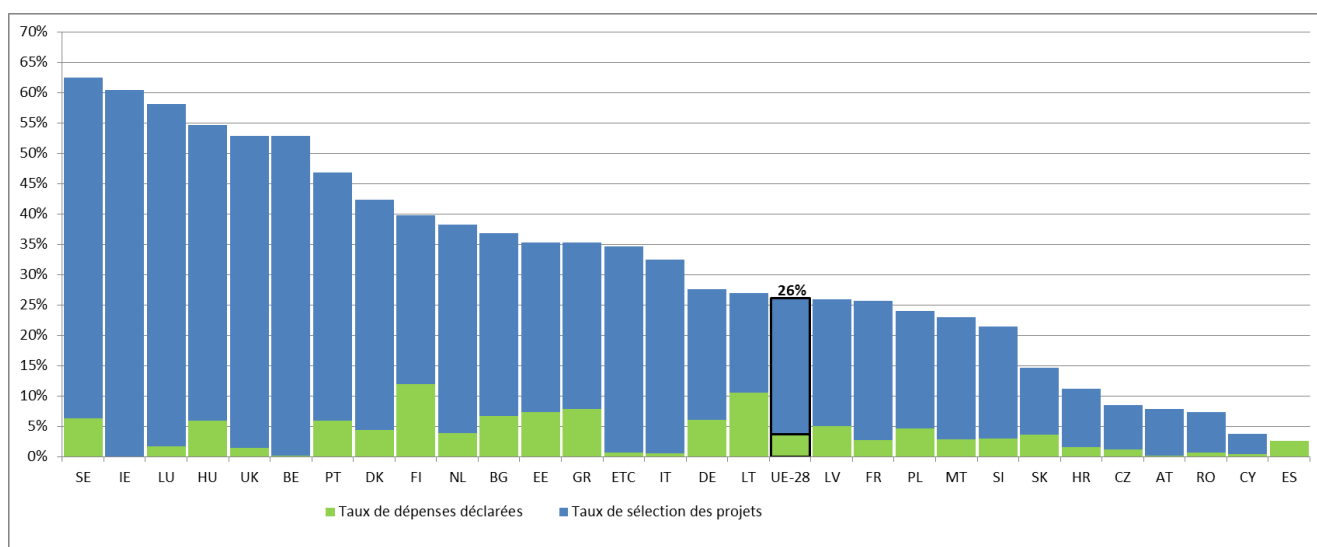
2016 a été la première année complète de mise en œuvre (par les États membres) des programmes opérationnels relevant de la politique de cohésion pour la période de programmation 2014-2020. À ce stade précoce, la sélection des projets est une étape essentielle pour une mise en œuvre réussie des investissements.

En 2016, le rythme de sélection des projets par les États membres s'est accéléré pour atteindre un taux de sélection global de 26,1 % de la dotation totale du Fonds européen de développement régional et du Fonds de cohésion (alors que ce taux s'élevait à 4,6 % en 2015). À la fin de 2016, les financements accordés atteignaient déjà 67 milliards d'EUR pour le Fonds européen de développement régional et 19,1 milliards d'EUR pour le Fonds de cohésion. Ces investissements ont permis de mettre en œuvre sur le terrain 59 000 projets concrets relevant du FEDER et 500, du FC. Si l'on inclut les cofinancements nationaux, plus de 48 milliards d'EUR sont en cours d'investissement dans l'économie réelle au titre du

FEDER et 16 milliards d'EUR au titre du FC, afin de soutenir l'objectif de la stratégie Europe 2020 concernant l'emploi et la croissance. Le niveau de sélection des projets reste néanmoins inégal entre les différents programmes et les différents États membres.

De même, pour le Fonds social européen, malgré la faiblesse du niveau des dépenses certifiées à la fin de 2015, le taux moyen de sélection des projets dépassait 13 %. À la fin de 2016, le niveau de sélection des projets avait plus que doublé (il était de plus de 30 %), ce qui témoigne d'une forte augmentation du nombre de projets sur le terrain.

Cette sélection accélérée des projets ne s'est pas encore traduite par un taux d'absorption élevé sous l'angle des paiements effectués par la Commission⁶². À la fin de 2016, le taux d'absorption était plus faible que prévu, avec des chiffres globaux de 3,7 % pour le FEDER-FC, 2,37 % pour le FSE et 9,87 % pour l'IEJ. Les raisons expliquant ce retard sont multiples: les principales d'entre elles sont liées aux retards intervenus dans la désignation des autorités et des organismes responsables des programmes, au décalage temporel entre la sélection des projets et la présentation effective des premières demandes de paiement à la Commission, à l'approche prudente adoptée par certaines autorités compte tenu des exigences plus strictes en matière de légalité, de régularité et de comptes annuels, ainsi qu'au travail à fournir par les autorités responsables pour clôturer les programmes de la période 2007-2013.



Graphique: sélection des projets et dépenses déclarées au titre du FEDER 2014-2020, par État membre, en date du 3 janvier 2017

Conditions préalables à la mise en œuvre⁶³

Les **conditions ex ante**⁶⁴ sont l'un des nouveaux constituants essentiels des Fonds structurels et d'investissement européens de la période 2014-2020. Elles ont pour objectif d'accroître l'efficacité des fonds. Elles visent à garantir avant investissement que les cadres réglementaires et politiques adéquats sont en place et que la capacité administrative est suffisante, ce qui améliore l'efficacité et l'efficience des investissements soutenus par les Fonds structurels et d'investissement européens ainsi que des autres investissements publics et privés.

Les États membres avaient jusqu'au 31 décembre 2016 pour satisfaire à toutes les conditions ex ante et ils devront démontrer à la Commission le respect de ces conditions au plus tard en juin 2017 dans les rapports annuels de mise en œuvre ou au plus tard en août 2017 dans les rapports d'avancement prévus dans la base juridique. Dans les cas où les conditions ex ante n'étaient pas remplies au moment de l'adoption des programmes, les États membres étaient tenus de mettre en œuvre en temps utile un plan d'action visant à garantir le respect de ces conditions. Les États membres ont signalé avoir terminé une grande partie des 660 plans d'action s'appliquant aux priorités du FEDER et du FC avant le début de 2017: en date du 25 janvier 2017, 358 plans d'action étaient achevés et 115 étaient signalés comme tels, mais en attente de l'évaluation par la Commission. Au début de février 2017, la Commission considérait 89 % des plans d'action liés aux conditions ex ante et relatifs aux investissements du FSE comme achevés ou sur le point de l'être.

Le calendrier relativement court de mise en œuvre des conditions ex ante n'a pas permis jusqu'à présent d'évaluer pleinement l'efficacité de ces dernières. Toutefois, il ressort d'une évaluation préliminaire du mécanisme des conditions ex ante que ces dernières ont contribué à améliorer le cadre des opérations du budget de l'UE. Elles ont permis d'établir un lien direct entre les investissements cofinancés par les Fonds structurels et d'investissement européens et les politiques menées au niveau de l'UE. Elles ont contribué à la transposition et à la mise en œuvre de la législation pertinente de l'UE ainsi qu'à la levée des obstacles aux investissements dans l'UE, et ont apporté un soutien aux objectifs de la politique de lutte contre le changement climatique.

Les conditions ex ante ont déclenché des changements sur les plans stratégique, réglementaire, institutionnel et administratif. Elles ont également entraîné des réformes des politiques publiques et la mise en œuvre des recommandations par pays au niveau national et régional, ce qui devrait conduire à une dépense plus efficace et efficiente des Fonds structurels et d'investissement européens. Ces effets positifs ne se limitent pas aux Fonds structurels et d'investissement européens, mais se répercutent également sur la réalisation des changements structurels et sur l'amélioration des investissements dans l'UE⁶⁵.

Les premières données relatives à la mise en œuvre des programmes relevant de la politique de cohésion pour 2014 et 2015 ont été transmises par les États membres à la Commission à la fin de mai 2016. Elles ont été résumées par la Commission dans le rapport annuel de synthèse 2016 sur les Fonds structurels et d'investissement européens⁶⁶ qui est le premier d'une série de rapports annuels adressés aux institutions de l'UE sur la mise en œuvre de ces fonds. La plateforme de données ouvertes pour les Fonds structurels et d'investissement européens⁶⁷ a également été mise à jour afin de faire apparaître le volume financier correspondant à la sélection des projets ainsi que les prévisions et les réalisations correspondant aux indicateurs communs tels qu'ils figurent dans les programmes en 2016.

La plateforme de données ouvertes couvre plus de 40 % du budget de l'UE et a reçu le prix d'excellence en matière de publicité de l'action administrative décerné pour la première fois par le Médiateur européen au début de l'année 2017.

Dans le domaine de la **croissance intelligente**, les 3,4 milliards d'EUR alloués à des **projets de recherche et d'innovation** spécifiques relevant du Fonds européen de développement régional représentent 5,7 % du total prévu pour la période 2014-2020. À la fin de 2015, dans le cadre des projets retenus pour bénéficier des programmes du FEDER qui promeuvent la coopération avec des instituts de recherche, plus de 19 000 entreprises (15 % de la valeur cible) ont bénéficié d'un soutien et 5 000 chercheurs ont profité de l'amélioration de l'infrastructures de recherche & développement (7 % de la valeur cible)⁶⁸.

Nombre de projets de coopération entre entreprises et instituts de recherche

36 421

La sélection de projets dans les domaines contribuant au **marché unique du numérique** est en plein essor. Jusqu'à la fin de 2016, environ 1 200 projets ont été sélectionnés sur le terrain en vue de soutenir

l'achèvement d'un marché unique du numérique connecté, ce qui correspond à un investissement total de 2,6 milliards d'EUR (FEDER plus cofinancement national). Ces projets permettront à près de 80 000 ménages supplémentaires d'accéder au haut débit, ce qui contribuera à augmenter la compétitivité et la croissance économique des zones concernées.

À la fin de 2015, le montant des financements de soutien alloués à des projets FEDER spécifiques visant à stimuler la **compétitivité des petites et moyennes entreprises** s'élevait à 7,5 milliards d'EUR (8,9 % du total prévu). Le FEDER a ainsi financé des projets en faveur de 113 000 petites et moyennes entreprises⁶⁹. 95 % de ces prévisions concernent huit États membres (l'Allemagne, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Irlande, le Portugal, la Suède et le Royaume-Uni) et plusieurs programmes Interreg. 85 000 de ces entreprises bénéficieront de services de conseil. 25 000 start-up devraient être créées. À ce stade précoce, on prévoit que 65 000 emplois seront directement créés dans les entreprises soutenues. En ce qui concerne les projets déjà entièrement exécutés, les rapports indiquent que 36 379 entreprises ont bénéficié d'un soutien (dont 3 238 sont des start-up) et que 2 500 emplois directs ont déjà été créés (dont 174 postes de chercheurs).

Les instruments financiers sont devenus un outil de mise en œuvre de plus en plus central pour les objectifs de la politique de cohésion et une grande part des ressources ont été progressivement distribuées au moyen de ces instruments. Selon les prévisions actuelles, 20,1 milliards d'EUR du FEDER et du FC, soit 8 % des dotations totales, devraient aller aux instruments financiers. Le FEDER est de plus en plus mis en œuvre au moyen d'instruments financiers ayant un important effet de levier sur les investissements publics et privés. Les petites et moyennes entreprises ont commencé à bénéficier de ce système (environ 50 % de l'aide du FEDER aux petites et moyennes entreprises sera fournie au moyen d'instruments financiers), mais elles ne sont pas les seules: il en va de même pour des projets liés aux transports et à l'énergie, ainsi qu'à l'économie circulaire. Concrètement, les données les plus récentes montrent que les interventions du FEDER mises en œuvre par l'intermédiaire d'instruments financiers ont déjà permis de mobiliser, d'une part, 43 millions d'EUR d'investissements privés complétant des aides publiques aux entreprises octroyées sous la forme de subventions et, d'autre part, 35,5 millions d'EUR d'investissements privés complétant des aides publiques aux entreprises octroyées sous une autre forme.

Durant la période de programmation 2014-2020, **dans le domaine de la croissance durable**,

l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci bénéficient d'un soutien des Fonds structurels et d'investissement européens qui s'élève à plus de 114 milliards d'EUR, dont près de la moitié (environ 55 milliards d'EUR) provient du FEDER et du FC.

Les principaux types d'investissements incluent:

- les investissements dans le domaine de l'efficacité énergétique, notamment l'efficacité énergétique des bâtiments et les petites et moyennes entreprises;
- les énergies renouvelables et les réseaux de distribution intelligents, les infrastructures de stockage et de transport intelligentes de l'énergie ainsi que les transports économes en énergie et décarbonisés;
- l'adaptation au changement climatique et la prévention des risques, avec un soutien accordé à une large gamme de mesures, notamment la prévention des inondations et des mesures fondées sur les écosystèmes telles que les infrastructures vertes.

Les décisions d'investissements se prennent dans ce domaine à un rythme régulier, avec plus de 5 000 projets déjà sélectionnés sur le terrain, ce qui correspond à un taux de sélection d'environ 20 % à la fin de 2016. Les montants concernés par ces décisions représentent plus de 10 milliards d'EUR de l'investissement total (FEDER et FC plus cofinancement national). Sous forme agrégée, les actions du FEDER-FC dans ce domaine ont permis de produire les résultats suivants:

Amélioration de la classe de consommation énergétique de plus de 17 000 ménages

Diminution de 294 179 kWh/an de la consommation annuelle d'énergie primaire des bâtiments publics

Diminution estimée annuelle de 13 227 tonnes d'équivalent CO² des émissions de gaz à effet de serre

Mesures de protection contre les inondations pour 6 020 personnes supplémentaires

Plus de 13 400 hectares d'habitats ont bénéficié d'une aide en vue d'améliorer leur état de conservation

Au titre du FEDER et du FC, aucune valeur significative n'a pour l'instant été communiquée pour les indicateurs communs mesurant les réalisations en matière de capacité de recyclage des déchets, d'amélioration du traitement des eaux usées ou d'amélioration de l'approvisionnement en eau, bien que certains programmes aient communiqué des

valeurs se rapportant à des indicateurs spécifiques. Cela s'explique par le fait que les investissements correspondants, comme toutes les interventions liées aux infrastructures, ont un cycle de programme plus long, qui exige davantage de temps pour que les réalisations deviennent effectivement visibles.

En ce qui concerne les réseaux stratégiques, il est prévu de réaliser, dans le cadre du FEDER, de gros investissements dans le réseau RTE-T et d'autres investissements dans le domaine des transports: ainsi, il est prévu de construire de nouvelles lignes ferroviaires d'une longueur totale de 1 136 km (dont 571 km du réseau RTE-T); de reconstruire ou de moderniser une longueur totale de 8 610 km (dont 4 636 km du réseau RTE-T) de lignes ferroviaires; de construire de nouvelles routes représentant une longueur totale de 3 414 km (dont 2 022 km du réseau RTE-T); de reconstruire ou de moderniser une longueur totale de 9 742 km (dont 798 km du réseau RTE-T) de routes⁷⁰. Fin 2015, l'ensemble des projets sélectionnés représentaient au total 4,1 milliards d'EUR (6,2 % du montant prévu)⁷¹. Comme c'est le cas pour les infrastructures environnementales, le cycle de programme spécifique aux investissements dans le domaine des transports explique les progrès physiques assez modestes communiqués jusqu'à présent (3 km de nouvelles routes construites et 26 km de routes reconstruites ou modernisées, dont 24 km du réseau RTE-T)⁷².

Dans le domaine de la **croissance inclusive**, le FSE est le principal fonds de la rubrique budgétaire 1B investissant dans **l'emploi, l'inclusion sociale et l'éducation**. Un soutien de plus de 168 milliards d'EUR est prévu dans ce domaine, principalement au titre du FSE, mais le FEDER contribue également à l'investissement. Des projets représentant plus de 12 % de ce montant (soit plus de 11,5 milliards d'EUR) ont été sélectionnés, et nombre d'entre eux avaient déjà apporté un soutien aux bénéficiaires à la fin 2015⁷³.

En octobre 2016, la Commission a adopté une communication et un document de travail des services de la Commission qui mettent en lumière les principales réalisations permises par la garantie pour la jeunesse et l'initiative pour l'emploi des jeunes depuis leur lancement en 2013⁷⁴. Il ressort de cette communication que si le chômage des jeunes reste une préoccupation majeure dans de nombreux États membres, depuis 2013, les jeunes Européens ont, dans l'ensemble, rencontré davantage de succès sur le marché de l'emploi que ne l'annonçaient les prévisions. La mise en œuvre de l'IEJ a bien progressé au cours du deuxième semestre de 2015 et mieux encore en 2016. À la fin de 2016, le coût total éligible des opérations sélectionnées pour bénéficier du soutien de l'IEJ dépassait 4,7 milliards

d'EUR et plus de 1,1 milliard d'EUR avait été déclaré par les bénéficiaires. Dans le même temps, la Commission avait reçu des États membres environ 839 millions d'EUR en demandes de paiements au titre de l'IEJ. À la fin de novembre 2016, environ 1,6 million de jeunes avaient bénéficié de mesures soutenues par l'IEJ. Il ressort des données de novembre 2016 que les plus grands États membres et/ou principaux bénéficiaires de l'IEJ avaient tous réussi à engager la participation de plusieurs milliers de jeunes (Italie: quelque 640 000 jeunes contactés ou bénéficiant déjà de mesures; France: 162 000 jeunes; Espagne: 277 000 jeunes et Grèce: 39 000 jeunes).

Dans certains États membres toutefois, il a fallu davantage de temps pour mettre en place les structures et processus nécessaires. Huit États membres ont dû restituer le montant du préfinancement de l'IEJ à la Commission en raison de l'insuffisance du nombre de demandes de paiement. Les évaluations nationales de l'IEJ semblent prouver que des problèmes de mise en œuvre risquent d'entraver le succès de cette initiative, notamment du point de vue de la qualité des résultats, de l'efficacité et du contrôle. Ils incluent: le raccourcissement du calendrier de mise en œuvre de l'IEJ par rapport aux actions du Fonds social européen; une capacité insuffisante à exécuter le programme de la part de certains services publics de l'emploi ou d'autres organisations intermédiaires; des difficultés à identifier, parmi les personnes inactives ou exclues sur le plan administratif, celles qui ne travaillent pas, ne suivent pas d'études ou de formation (un certain nombre d'États membres tentent de résoudre le problème en travaillant plus activement avec le secteur des ONG et en lançant des actions de proximité spécifiques); des retards dans la mise en œuvre des systèmes de contrôle intégré pour les programmes opérationnels du FSE, ainsi que la viabilité des offres présentées à la suite des mesures soutenues par l'IEJ, notamment dans le contexte d'une demande de main-d'œuvre qui reste très faible dans de nombreux États membres⁷⁵.

Sous forme agrégée, à la fin de 2015, les actions du FSE et de l'IEJ ont produit les résultats suivants:

- 2,7 millions de participants, dont 1,6 million de chômeurs et 700 000 personnes inactives;*
- 235 000 de ces participants exerçaient un emploi et 181 000 avaient acquis une qualification à la suite d'une opération relevant du FSE ou de l'IEJ;*
- 100 000 participants suivaient des études ou une formation grâce au soutien du FSE ou de l'IEJ;*

- 275 000 personnes défavorisées ayant participé à des opérations financées par le FSE ou l'IEJ participaient à un programme de recherche d'emploi, suivaient des études ou une formation, avaient acquis une qualification ou exerçaient un emploi, y compris à titre indépendant.



Des progrès peuvent être également être observés dans le domaine de l'**inclusion sociale**, dans lequel les données sur les débuts de la mise en œuvre des interventions du Fonds social européen sont prometteuses. À la fin de 2015, sur 631 000 participants à une intervention du FSE, 39,8 % étaient issus de ménages sans emploi et 32,1 % étaient des migrants d'origine étrangère ou appartenant à une minorité, ce qui montre la place accordée aux personnes ayant le plus besoin d'aide. 55 000 participants ont déjà trouvé un emploi⁷⁶.

Les programmes opérationnels relevant du Fonds européen d'aide aux plus démunis ont été introduits sur le terrain au cours de 2015/2016. À la fin de 2016, le Fonds européen d'aide aux plus démunis était opérationnel dans la grande majorité des États membres, tant du point de vue de la fourniture d'une assistance matérielle, que du point de vue de l'exécution d'activités d'inclusion sociale. En juin 2016, les États membres ont présenté leurs rapports annuels de mise en œuvre pour 2015, qui montraient une accélération de la mise en œuvre des programmes par rapport à 2014. On estime que, cumulativement jusqu'à la fin de 2015, 22,4 millions de personnes ont bénéficié d'une assistance alimentaire et matérielle au titre du Fonds européen d'aide aux plus démunis, dont 50 % de femmes, 30 % d'enfants (bénéficiaires finaux), 9 % de personnes âgées de 65 ans ou plus, 12 % de migrants, participants d'origine étrangère et personnes appartenant à des minorités (y compris des communautés marginalisées comme les Roms), 4 % de personnes handicapées et 6 % de sans-abris. Fin

2015, au total, plus de 560 000 tonnes de nourriture avaient été distribuées.

Les interventions du Fonds européen de développement régional dans le domaine de l'inclusion sociale comprennent des investissements dans des infrastructures sociales, de santé, d'éducation, de logement et d'accueil des enfants; dans la réhabilitation des zones urbaines défavorisées, dans des mesures visant à réduire l'isolement géographique et éducatif des migrants, dans la création d'entreprises. Le taux de sélection de projets pour ces interventions du FEDER était d'environ 12 % à la fin de 2016, et près de 1 000 projets étaient déjà sélectionnés et en cours de mise en œuvre. Les progrès communiqués concernant le soutien aux **infrastructures de santé** restent marginaux, les valeurs de réalisation fournies par les États membres ne se référant qu'à la situation à la fin de 2015. Le soutien à certaines **stratégies intégrées de développement urbain** profite à 1,7 million de personnes (5 % de l'objectif défini)⁷⁷.

Globalement, environ 6 milliards d'EUR ont été programmés pour soutenir le **renforcement des capacités institutionnelles et de l'efficacité de l'administration publique**, principalement au titre du FSE, une contribution du FEDER étant également prévue. Fin 2015, plus de 11 % du budget total avait été alloué à des projets. Les opérations sélectionnées jusqu'à la fin 2015 représentent une valeur totale de 680 millions d'EUR. Ont été concernés des projets Interreg en Bulgarie, en Estonie, en France, en Croatie, en Italie et en Pologne. 97 000 agents d'administrations publiques ont bénéficié du soutien du FSE et les États membres ont fait état de 31 projets ciblant des administrations publiques ou des services publics aux niveaux national, régional ou local. Aux fins du soutien prévu au titre du FEDER, la sélection de projets a bien progressé pour les programmes Interreg et les projets retenus représentaient un volume financier de 900 millions d'EUR fin 2015 (7,4 % du montant prévu)⁷⁸.

Bien que les informations communiquées ci-dessus soient fondées sur des données partielles, elles semblent déjà significatives et, à ce titre, valent la peine d'être mentionnées. Ces informations seront développées ultérieurement. Le cycle des rapports de programme de 2017, qui comprend les rapports de programmes complets que les États membres doivent présenter à la Commission avant fin juin 2017 et les rapports d'avancement nationaux à présenter avant fin août 2017, donnera une image plus exhaustive de la mise en œuvre, des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs d'investissement et des objectifs stratégiques, et permettra un meilleur compte rendu sur un plan qualitatif. Ces rapports des États membres seront

synthétisés par la Commission dans un rapport

stratégique à la fin 2017⁷⁹.

1.2.2. Résultats des programmes 2007-2013

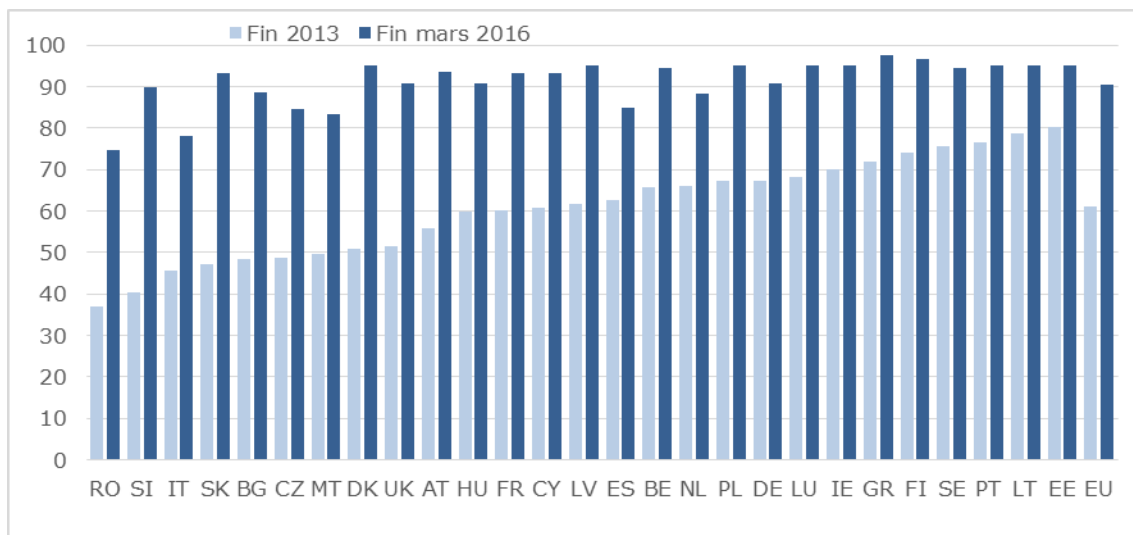
Aspects liés à la mise en œuvre

Au total, 440 programmes opérationnels (soit 322 pour le FEDER-FC et 118 pour le FSE) ont bénéficié d'un financement au titre de la politique de cohésion pour la période de programmation 2007-2013, ce qui représente une enveloppe budgétaire totale de 346,5 milliards d'EUR. Les contributions publiques nationales et régionales (contributions privées incluses) ont porté l'investissement total à 477,1 milliards d'EUR⁸⁰. Les programmes ont été mis en œuvre entre janvier 2007 et décembre 2015.

La mise en œuvre des programmes relevant du FEDER-FC a débuté lentement⁸¹, et a pris de la vitesse aux alentours de 2012 dans la plupart des pays (voir le graphique suivant). Cependant, à la fin

du mois de mars 2016, à peine plus de 90 % de la dotation⁸² disponible au titre du FEDER-FC pour la période 2007-2013 avait été versée aux États membres, une part légèrement plus élevée ayant été payée dans les pays de l'UE-12⁸³ (92 %) que dans ceux de l'UE-15⁸⁴ (89 %). Un profil d'évolution similaire apparaît clairement pour le FEDER et le FC, même si ce dernier fonds a démarré plus lentement (comme on peut s'y attendre étant donné que la durée d'achèvement des grands projets d'infrastructure tend à être plus longue), pour rattraper son retard durant les dernières années de la période.

Le taux de mise en œuvre a considérablement varié d'un pays à l'autre. En Roumanie, 37 % à peine de la dotation prévue pour la période avait fait l'objet d'une demande de paiement à la fin de l'année 2013, 40 % seulement en Slovénie, alors que la proportion était inférieure à 50 % en Italie, en Slovaquie, en Bulgarie, en République tchèque et à Malte (voir le graphique ci-dessous).



Graphique: Paiements par rapport à la dotation totale disponible, Fonds européen de développement régional plus Fonds de cohésion⁸⁵ Source: DG REGIO, base de données Infoview. Ces chiffres n'incluent pas la coopération territoriale («Interreg») pour laquelle il n'est pas facile d'attribuer le financement à l'un ou l'autre État membre.

Dans tous les pays où la mise en œuvre était à la traîne, les paiements ont augmenté au cours des années suivantes. Pour la plupart des pays, cela signifie (en tenant compte du retard dans les paiements et du fait qu'ils sont plafonnés à 95 % jusqu'à la clôture) que les objectifs de mise en œuvre financière ont été atteints à la fin de 2016, seules l'Italie, la République tchèque et la Roumanie enregistrant encore des retards.

L'évaluation du système de mise en œuvre du FEDER-FC attribue ces retards à plusieurs problèmes principaux, particulièrement répandus dans les nouveaux États membres pour lesquels la période 2007-2013 était la première période complète en ce qui concerne la politique de cohésion⁸⁶:

Problèmes de mise en place de systèmes pour la préparation et la sélection de projets:

- insuffisances dans les systèmes de passation des marchés publics;
- mise en place de systèmes pour la gestion et le suivi des projets qui ont conduit à des disparités durablement élevées entre les montants prévus et les paiements versés aux bénéficiaires; et
- rotation du personnel clé élevée dans les pays de l'UE-12.

Il a été remédié à ces problèmes notamment par des actions spécifiques mises en place par la Commission en vue de venir en aide aux États membres dans leurs efforts de mise en œuvre. Le groupe de travail sur l'amélioration de la mise en œuvre a joué un rôle important à cet égard. Ce groupe de travail a été créé en novembre 2014 avec le mandat de venir en aide aux pays présentant un

taux d'absorption nettement inférieur à la moyenne en vue d'améliorer et d'accélérer la mise en œuvre, en particulier dans les États membres disposant de plus faibles capacités administratives.

Des conclusions peuvent être tirées en ce qui concerne les taux de mise en œuvre du FEDER-FC⁸⁷:

- des différences considérables entre les États membres ont été constatées. Tandis que certains pays (la Lituanie, l'Estonie, la Lettonie, la Finlande, le Portugal) ont atteint la limite de transfert de 95 %, pour d'autres (notamment la Roumanie, mais aussi la Slovaquie, Malte et la Croatie), les taux de mise en œuvre sont restés comparativement faibles;
- les différences globales entre les régions moins développées (convergence) et les régions plus développées (compétitivité) ont été relativement faibles, avec des taux de 78,5 % et 80,4 % respectivement;
- les taux de mise en œuvre pour l'inclusion sociale, l'accès à l'emploi et le capital humain (qui vont de 83,7 % à 78,1 %) ont été sensiblement plus élevés que pour le renforcement des capacités institutionnelles (69 %) et la promotion des partenariats (64,2 %). Cela peut s'expliquer par le fait que, dans ces derniers domaines, bon nombre de projets étaient axés sur le long terme et couvraient l'ensemble de la période de programmation; et
- les budgets d'assistance technique n'avaient pas été entièrement utilisés, le taux d'exécution moyen dans l'UE s'élevant à 67,9 %. Cela peut

être dû au fait que les activités ayant pour objet des changements systémiques ont été plus lentes, étaient programmées à l'horizon de la fin de la période et/ou se sont avérées plus difficiles à mettre en œuvre en raison de leur complexité.

Contribution aux réalisations obtenues

En 2016, la Commission a finalisé ses évaluations ex post pour la période de programmation 2007-2013 en ce qui concerne les programmes relevant du FEDER-FC⁸⁸ et du FSE⁸⁹. Ces deux évaluations ont porté sur les résultats des interventions de la politique de cohésion dans l'ensemble des 28 États membres et sur leurs contributions aux priorités politiques de l'UE. Les sections ci-dessous présentent les résultats de ces évaluations ainsi que les résultats finaux sur la base des données de suivi communiquées par les États membres avant la fin du mois de mars 2017 dans leurs déclarations de clôture⁹⁰.

Incidences macroéconomiques

Chaque région et chaque État membre de l'UE bénéficie de la politique de cohésion, y compris les contributeurs nets. Selon l'évaluation ex post du FEDER-FC, dans les pays de l'UE-12, les fonds relevant de la politique de cohésion et les investissements dans le domaine du développement rural ont permis, en 2015, une augmentation du PIB de 4 % (5 % en Hongrie) au-dessus du niveau qu'il aurait atteint autrement. Cet effet se maintient (et parfois même s'accroît) à plus long terme. En Pologne, par exemple, d'ici à 2023, le PIB devrait se situer près de 6 % au-dessus de la valeur prévue sans les investissements de la politique de cohésion de la période 2007-2013. Dans les régions des États membres plus développés, l'incidence est moindre mais reste positive, même si l'on tient compte du fait que ces États membres sont des contributeurs nets de la politique en question.

L'évaluation ex post du FEDER-FC a montré que, selon les estimations, un euro investi par la politique de cohésion durant la période de programmation 2007-2013 devrait générer 2,74 EUR de PIB supplémentaire d'ici à 2023, avec un retour total de près de 1 000 milliards d'EUR de PIB supplémentaire d'ici à 2023. Cet effet sur le PIB est d'une ampleur similaire en ce qui concerne l'intégralité des budgets de l'UE pour la période 2007-2013 (975,8 milliards d'EUR) et pour la période 2014-2020 (908,4 milliards d'EUR).

Croissance intelligente

La mobilisation des ressources financières et la

La mise en œuvre du FSE a un profil similaire. Avant mars 2017, les dépenses qui avaient été déclarées à la Commission représentaient 99,17 % du budget total du FSE pour la période 2007-2013.

contribution à l'amélioration des conditions d'investissement produisent des résultats dans le domaine de la croissance intelligente. Les programmes favorisent l'emploi, la croissance et l'investissement dans toute l'Europe, tout en mettant l'accent sur les régions les moins développées et les secteurs présentant un potentiel de croissance.

L'aide du FEDER-FC aux petites et moyennes entreprises a été centrée, au cours de la période, sur **la recherche et l'innovation**. Une aide directe a été accordée à quelque 400 000 petites et moyennes entreprises dans l'ensemble de l'UE et plus de 130 000 entreprises nouvellement créées ont bénéficié d'une aide au démarrage. Bien que cela ne représente que 2 % des entreprises de l'UE, le soutien était axé sur les entreprises stratégiques (dans le secteur manufacturier, on estime que 15 % des petites entreprises et plus d'un tiers des moyennes entreprises ont reçu une assistance financière directe). Les données de suivi indiquent également que ce soutien est à l'origine directe de la création de plus de **1,2 million d'emplois**. Pour mettre les choses en perspective, un total net de 3 millions d'emplois a été créé dans l'économie de l'UE au cours de la période 2007-2013.

1,2 million d'emplois créés
grâce au soutien du FEDER et du FC
au cours de la période 2007-2013.

Ce soutien a principalement permis d'aider les petites et moyennes entreprises à résister aux effets de la crise en débloquant des crédits lorsque les autres sources de financement étaient taries. Ces entreprises ont ainsi pu moderniser leurs installations et leurs équipements ou les développer. En outre, dans le cadre de la réponse apportée par la politique de cohésion à la crise économique, les règles d'éligibilité ont été modifiées afin de permettre le financement de fonds de roulement: les entreprises ont donc pu continuer à fonctionner et conserver les emplois. Dans le même temps, le FEDER a également fourni un soutien à l'innovation et à l'adoption de méthodes de production plus avancées d'un point de vue technologique ainsi qu'à la mise au point de nouveaux produits. Cela a également conduit à des changements de comportements observables, les propriétaires et les gestionnaires de petites et moyennes entreprises étant davantage

enclins à prendre des risques et à innover.

Certains programmes ont profité du financement du FEDER pour mettre à l'essai des mesures de politique publique expérimentales et innovantes en remplacement des régimes nationaux traditionnels, comme par exemple au Danemark, en Suède et en Finlande, où l'accent a été mis sur l'innovation, ou encore dans l'expérience des laboratoires vivants dans les Pouilles (Italie) ou dans le cas du régime des chèques innovation («Inno-vouchers») en Lituanie. L'évaluation a conclu que cette approche expérimentale (d'utilisation du FEDER en tant que banc d'essai plutôt que pour dupliquer le financement national) pourrait être suivie plus largement dans le futur puisque cette méthode permet au FEDER de dégager, pour l'UE, une série distincte de valeurs ajoutées qui dépasse les montants relativement modestes investis, du moins dans les régions plus développées (compétitivité).

Valeur ajoutée du projet paneuropéen «Extreme Light Infrastructure – nuclear physics». La phase II du projet paneuropéen «Extreme Light Infrastructure – nuclear physics» à Magurele, en Roumanie, a été sélectionnée en vue d'un soutien du FEDER de 140 millions d'EUR. Ce projet de recherche sur des lasers haute intensité est ouvert aux chercheurs d'organismes publics et privés du monde entier, 100 chercheurs y travaillant déjà tandis que 100 autres chercheurs devraient les rejoindre à terme. Ce projet apporte également des bénéfices socioéconomiques et crée de la valeur ajoutée pour la région (nouveaux emplois, infrastructures modernes, développement des entreprises, visibilité et potentiel de développement accrus). La Roumanie met ce projet en œuvre avec deux autres États membres, la Hongrie et la République tchèque, ce qui démontre les effets de synergie et les gains d'efficacité qui peuvent être générés par le cofinancement de l'UE.

Selon les estimations, 6,1 milliards d'EUR financés par le FEDER ont été alloués à l'**aide aux grandes entreprises**, ce qui représente environ 20 % du total de l'aide directe aux entreprises relevant du FEDER. Cette aide a pris la forme de quelque 6 000 projets, d'une taille moyenne de 1 million d'EUR. Au total, environ 3 700 grandes entreprises ont bénéficié d'un soutien pour amener de nouvelles technologies à la région dans laquelle elles exercent leur activité et y améliorer la productivité, avec des retombées positives pour les petites et moyennes entreprises, le capital humain et les infrastructures sociales.

Le recours aux **instruments financiers** a augmenté considérablement et est passé de 1 milliard d'EUR en 2000-2006 à 11,5 milliards d'EUR alloués au titre du

FEDER en 2007-2013. En raison des retards dans la mise en place des fonds et des systèmes de suivi, il a été difficile de quantifier les résultats des instruments financiers ou d'évaluer leur efficacité en comparaison de celle des subventions. L'évaluation ex post du FEDER-FC a cependant montré que les instruments financiers ont joué un rôle crucial dans le financement aux petites et moyennes entreprises durant la pénurie de crédit liée à la crise économique, et qu'ils ont sans aucun doute permis à de nombreuses entreprises de rester en activité. Les modifications des règles opérées à la suite de la crise économique qui ont autorisé le financement de fonds de roulement par les instruments financiers ont conféré à ces derniers un avantage certain par rapport aux subventions. En Lituanie, notamment, l'autorité de gestion a estimé qu'environ 60 % des prêts ont servi à financer des fonds de roulement, permettant aux entreprises de se maintenir à flot pendant la crise. Les instruments financiers ont également contribué à maintenir l'investissement dans les nouvelles technologies et à améliorer les processus de production d'une manière plus générale. L'évaluation ex post a conclu que les instruments financiers sont potentiellement un moyen plus efficace de financement dans de nombreux domaines de politique publique, mais que les dispositions légales n'étaient pas assez détaillées pour la période 2007-2013. Cet état de fait, combiné à l'inexpérience d'un grand nombre d'organismes de mise en œuvre, a entraîné des retards. Un autre défi consiste à étendre la portée des instruments financiers au-delà de l'aide aux entreprises, domaine qui concentrait plus de 90 % des financements au titre de ces instruments pour la période 2007-2013.

En ce qui concerne le FSE, malgré la difficulté d'établir une corrélation significative d'un point de vue statistique entre l'évolution du taux d'emploi, les indicateurs relatifs à l'éducation et la proportion des investissements du FSE, l'évaluation ex post de ce fonds a confirmé que celui-ci avait joué un rôle positif en contribuant à améliorer la performance des États membres dans la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020 dans le domaine de la croissance intelligente. Des améliorations considérables ont été constatées au cours de la période dans le domaine de l'**éducation** au niveau de l'UE-28: en 2014, les taux de décrochage scolaire ont diminué de 3 points de pourcentage par rapport à 2008, le taux des diplômés de l'enseignement supérieur a augmenté de 7 points de pourcentage au cours de la même période et les écarts entre hommes et femmes se sont réduits en ce qui concerne les principaux indicateurs relatifs à l'éducation et à la formation. En outre, les dépenses en matière de recherche et de développement ont augmenté, bien que très faiblement (0,2 % de points de pourcentage).

Croissance durable

La politique de cohésion a également apporté une importante contribution à l'environnement durant la période 2007-2013. L'adhésion à l'UE des pays de l'UE-12 en 2004 et 2007 a encore accru la nécessité d'investir, et une part substantielle des montants du FEDER et du FC alloués à ces pays étaient destinés à soutenir les investissements dans ce domaine. En premier lieu grâce au FEDER/FC, on a assisté dans les pays en phase de convergence notamment à un **passage du mode d'élimination des déchets de la mise en décharge au recyclage**. Un grand nombre des sites de mise en décharge qui ne respectaient pas les normes de l'UE ont été fermés. En République tchèque, en Hongrie, en Lituanie, en Pologne et en Slovaquie, ainsi qu'en Croatie, la proportion des déchets recyclés a augmenté de plus de 10 points de pourcentage. Une grande part de cette transition a été cofinancée par le FEDER et le FC⁹¹. Plus spécifiquement, en Pologne, la part des déchets municipaux mis en décharge est passée de 90 % à 53 % tandis que la part des déchets recyclés a augmenté de 6 % à 16 % et la part compostée, de 6 % à 13 %. En Bulgarie, la proportion de déchets mis en décharge a diminué de 80 % à 70 % entre 2007 et 2013.

De même, le FEDER et le FC ont grandement contribué à améliorer le **traitement de l'eau et des eaux usées**, avant tout dans les régions de convergence, ainsi que l'approvisionnement en eau potable.

Plus de 9 millions de personnes ont été raccordées à une source, nouvelle ou améliorée, d'approvisionnement en eau potable, et 11 millions de personnes, à des installations, nouvelles ou modernisées, de traitement des eaux usées.

. L'augmentation de la capacité de production d'énergies à partir de sources renouvelables communiquée par les États membres et résultant directement d'interventions ayant bénéficié d'un soutien est proche de 5 000 MW.

Les investissements dans le secteur **des transports** ont toujours constitué une priorité tant pour le FEDER que pour le FC. C'est resté le cas durant la période 2007-2013, en grande partie en raison, d'une part, de l'entrée dans l'UE des 10 États membres d'Europe centrale et orientale (avec Chypre et Malte) en 2004 et 2007 et, d'autre part, de la nécessité d'améliorer leurs infrastructures de transport. La contribution du Fonds européen de développement régional et du Fonds de cohésion a permis de supprimer les goulets d'étranglement, de réduire les temps de trajet et de

Le réexamen de 27 programmes opérationnels dans le cadre de l'évaluation ex post du FEDER-FC a permis de constater que l'ensemble des mesures en matière d'**efficacité énergétique** avaient produit une réduction globale de 2 904 GWh par an (soit suffisamment d'énergie pour éclairer la ville de Stuttgart pendant un an) à la fin de 2013 (notamment 1 438 GWh résultant de mesures visant à augmenter l'efficacité énergétique dans les immeubles résidentiels et les bâtiments publics). À titre d'exemple concret, en Lituanie, les mesures en matière d'efficacité énergétique prises dans 864 bâtiments publics ont permis de réduire la consommation de 236 GWh par an en fin 2014, soit une diminution de près de 3 % de la consommation annuelle globale d'énergie dans le pays⁹². Afin de situer les réalisations susmentionnées dans leur contexte, on estime que la diminution liée aux bâtiments correspond à une réduction de 0,2 % de la consommation annuelle totale d'énergie dans les pays et régions concernés, ce qui n'est pas énorme mais est important au regard des investissements relativement modestes consentis. L'ampleur de ces résultats est encore plus vaste si l'on tient compte du fait qu'à la fin de 2013, seulement 55 % du total des fonds disponibles pour l'efficacité énergétique avait été dépensé.

Grâce au Fonds européen de développement régional, l'efficacité énergétique a permis de réaliser une réduction globale de la consommation énergétique de

2 904 GWh

Un grand nombre des projets réalisés avec l'aide du FEDER, dont une grande partie se situe dans les régions moins avancées, ont permis d'**augmenter la capacité de production électrique à partir de sources renouvelables**

financer les trams et les métros. Vitales pour le développement économique et contribuant souvent à la qualité de l'environnement, ces améliorations incluent la construction de près de 5 800 km de routes, principalement des autoroutes (dont 2 700 km sur le réseau RTE-T). Elles comprennent également la construction ou l'amélioration de 2 600 km de voies ferrées du RTE-T⁹³. Un certain nombre de projets de transports publics ont bénéficié d'un soutien au cours de la période 2007-2013, ce qui a permis de réduire les encombrements dans les villes, d'améliorer l'environnement urbain ainsi que de diminuer les temps de trajet. Au cours de la consultation publique réalisée dans le cadre de l'évaluation ex post du FEDER et du FC, les États membres ont souligné le rôle important joué par le financement de la politique de cohésion dans le soutien accordé aux projets

importants et complexes, ce qui est particulièrement manifeste dans le secteur ferroviaire. Selon eux, de tels projets pourraient ne pas avoir été entrepris sans le financement de la politique de cohésion. En ce qui concerne le développement de mesures en matière de transports durables, la politique de cohésion a été perçue par les parties prenantes comme un facteur central.

Valeur ajoutée des infrastructures de transport transfrontalières

Dans la région des trois frontières entre l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique, la coopération entre les opérateurs de transports publics s'est grandement accrue grâce à Interreg. Une plateforme commune a été créée (<http://mobilitv-euregio.com>) et les services sont désormais mis en place de manière intégrée, avec des horaires combinés, des offres de prix conjoints et un système de billetterie modernisé.

Dans le cadre du programme à la frontière franco-italienne (ALCOTRA), plusieurs projets ont permis d'améliorer la mobilité transfrontalière au niveau local par des investissements dans des systèmes communs d'information pour les passagers, des horaires de bus intégrés et l'introduction de transports «à la demande» dans les régions frontalières les moins peuplées.

Croissance inclusive

En matière de croissance inclusive, le FEDER et le FSE permettent conjointement d'investir à la fois dans les infrastructures et dans le capital humain dans les domaines que sont l'éducation et la formation, les politiques actives sur le marché du travail et l'intégration des groupes défavorisés sur le marché du travail et dans la société.

Au cours de la période 2007-2013, le FSE a joué un rôle important en atténuant les effets négatifs de la crise et en permettant de répondre efficacement aux problèmes connexes qui se profilaient. Il est important

de garder à l'esprit que le contexte socio-économique dans lequel les programmes opérationnels du FSE ont été conçus (entre 2005 et 2007) différait sensiblement des circonstances dans lesquelles ils ont été mis en œuvre, qui étaient dominées par la crise économique et financière. Toutefois, les interventions au titre du FSE de la période 2007-2013 ont été généralement efficaces en ce qui concerne le fait d'atteindre les bons groupes cibles, **d'intégrer les personnes sur le marché du travail**, **d'améliorer leurs compétences** et de générer des changements systémiques. Le FSE a notamment contribué à venir en aide aux groupes les plus vulnérables de la société qui ont été particulièrement touchés par la crise. Il a en outre permis aux États membres de s'engager activement dans des politiques anticycliques. Le FSE a joué un rôle plus important dans les régions les moins avancées, contribuant ainsi à la cohésion sociale et régionale de l'UE, principalement dans le domaine des politiques actives du marché du travail, tandis que son action a été plus limitée, en comparaison des dépenses nationales, dans d'autres domaines tels que l'éducation et l'inclusion sociale.

L'évaluation ex post du FSE a confirmé que ce fonds était très utile pour répondre aux principaux défis stratégiques posés par la réalisation des grands objectifs de la stratégie Europe 2020 et pour contribuer aux orientations définies s'agissant des politiques du marché du travail, des politiques sociales et de l'éducation, et également qu'il contribuait au développement de la capacité institutionnelle à mettre en œuvre des politiques et des réformes. Le FSE 2007-2013 a également été un instrument important par sa contribution à la méthode ouverte de coordination dans le domaine social et de la stratégie Éducation et formation 2020. L'évaluation a également confirmé que les problèmes spécifiques recensés dans les recommandations par pays étaient bien pris en compte dans les programmes opérationnels cofinancés par le FSE.

*À la fin de 2014, au moins **9,4 millions de participants** avaient trouvé un emploi avec le soutien du Fonds social européen, **8,7 millions ont obtenu une qualification** ou un certificat et **13,7 millions de participants** ont signalé d'autres résultats positifs, tels que l'amélioration de leurs niveaux de compétences.*

L'évaluation ex post a également recensé les principaux autres résultats chiffrés suivants:

- selon des simulations macroéconomiques, les investissements dans le capital humain auraient eu une incidence positive sur le PIB (0,25 % d'augmentation) et la productivité. Ces effets sont beaucoup plus forts dans les pays de l'UE-12

(1,5 % d'augmentation), mais ils sont également positifs dans les pays de l'UE-15 (0,2 % d'augmentation);

- le FSE a enregistré 98,7 millions de participants, répartis de manière équilibrée entre les personnes inactives (36 % des participants), les personnes ayant un emploi (33 %) et les chômeurs (30 %);
- les principaux groupes cibles sont les personnes ayant un faible niveau de compétences (40 %), les jeunes (30 %), et les défavorisés en général (au moins 21 %);
- la participation de 51,2 millions de femmes à des interventions au titre du FSE a été enregistrée, ce qui démontre que **l'aide est relativement bien répartie entre hommes et femmes** (52 % de femmes contre 48 % d'hommes) au niveau de l'UE;
- l'expérience s'est avérée positive pour au moins 31,8 millions de participants (amélioration de leurs aptitudes et de leurs compétences, augmentation de leurs chances sur le marché du travail, formation continue, etc.);
- au moins 276 000 entités ont bénéficié d'un soutien du FSE et au moins 109 000 produits ont été déclarés (services administratifs en ligne).
- le FSE a grandement contribué à **moderniser et à renforcer** les services publics, tels que les services publics de l'emploi et d'autres institutions chargées d'adopter des mesures actives en faveur du marché du travail, et à **élargir leur champ d'action**.

L'examen de la mesure dans laquelle les objectifs fixés ont été atteints fait état d'une bonne performance, étant donné qu'à la fin de 2014, les objectifs ont été réalisés de manière satisfaisante au regard de 64 % des indicateurs pertinents. En 2015, concernant les 1 992 indicateurs pour lesquels des objectifs ont été fixés et ont fait l'objet d'un suivi, lesdits objectifs ont été atteints ou dépassés dans 55 % des cas, tandis que dans 8 % d'autres cas, la performance a atteint des niveaux de 90 % à 100 %.

Globalement, la réalisation des objectifs a été fonction de la justesse des valeurs cibles fixées, de la nature des activités, des caractéristiques des groupes cibles ainsi que de la nature des objectifs établis. La crise a provoqué une demande de soutien supérieure à celle prévue initialement pour certains types d'activités alors que, dans le même temps, elle rendait l'intégration des plus défavorisés sur le marché du travail plus difficile, ce qui a conduit dans certains cas à des sous-performances.

L'évaluation ex post du FSE a montré qu'au cours de la période 2007-2013, ce fonds a créé de la valeur ajoutée en élargissant la portée des interventions nationales existantes. En ayant recours aux interventions du FSE, les États membres ont pu proposer des services mieux adaptés et à plus grande échelle à des groupes cibles spécifiques tels que les personnes handicapées, les jeunes exposés au risque de décrochage scolaire ou les chômeurs peu qualifiés, qui, à défaut, n'auraient pas eu accès à ce type de services ou n'auraient eu accès qu'à des services de base. Par la suite, certaines interventions du Fonds social européen couronnées de succès ont été reprises par les politiques nationales générales, par exemple, en Belgique, en France, en Italie et en Suède.

En ce qui concerne le FSE, un large éventail d'interventions dans le domaine de l'éducation (près de 27 000 projets d'investissements dans les infrastructures) et de l'inclusion sociale (plus de 3 500 projets) ont également été exécutées, contribuant ainsi à la réalisation des grands objectifs correspondants de la stratégie Europe 2020. Les principales réalisations recensées par l'évaluation ex post du FEDER-FC incluent: **l'amélioration des**

infrastructures sociales, la modernisation des équipements et une augmentation de l'efficacité des services tels que les services d'ambulances et de soins (par exemple, en Hongrie); l'amélioration du système d'éducation dans certains États membres qui ont alloué un budget important aux **infrastructures d'éducation** (par exemple, le Portugal); **l'amélioration des systèmes de santé** (Hongrie et République tchèque); **l'amélioration des services d'apprentissage tout au long de la vie** en association avec les services de l'emploi en vue d'une meilleure adaptation de la main-d'œuvre au marché du travail et aux besoins des entreprises dans les zones ciblées (par exemple, en Espagne, en Pologne, en République tchèque et en Lituanie). Certains programmes se sont servis des investissements dans les infrastructures sociales pour améliorer la sécurité dans les zones urbaines ou pour élargir et améliorer l'éducation dans les domaines liés au patrimoine culturel. D'autres infrastructures sociales ont été utilisées en combinaison avec diverses actions de développement urbain afin de financer des infrastructures culturelles, sportives ou de formation, ainsi qu'afin de mettre en place des **centres de soutien à différents groupes défavorisés**⁹⁴.